

A young girl with a purple headscarf and a blue headband is sitting on the ground. She is holding a packet of instant noodles in her left hand and a spoon in her right hand, which is positioned over a green bowl containing a thick, brown porridge. The background shows other people sitting on the ground, suggesting a communal setting. The text "Programme alimentaire mondial 2009" is overlaid on the image in white, bold, sans-serif font.

**Programme
alimentaire
mondial**
2009

Table des matières



2	PRÉFACE DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE	26	NUTRITION
4	REGARD SUR L'ANNÉE 2008	27	Afghanistan: la flambée des prix affame les villes
8	Le PAM en chiffres	28	Faciliter la soudure dans le nord du Darfour
10	SAUVER DES VIES	29	Maintenir les enfants à l'école au Lesotho
11	Le cyclone Nargis s'abat sur le Myanmar	30	FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE
16	Haïti en état de choc après quatre tempêtes	31	Conservation des sols en Éthiopie
19	Les réfugiés fuient la République démocratique du Congo	32	Des maisons à l'abri des crues au Bangladesh
20	Conflit en Géorgie	34	L'AVION AU SERVICE DE L'AIDE ALIMENTAIRE
22	SÉCURITÉ	35	Transport des secours
23	Menace des pirates dans les eaux somaliennes	36	FINANCEMENT ET RESSOURCES
23	Violence post-électorale au Kenya	40	PARTENARIATS
		41	Partenaires du secteur privé
		44	ANNEXES

Le Rapport annuel du Programme alimentaire mondial pour 2009 illustre à l'aide de données, de photographies et d'anecdotes les opérations menées par le Programme pendant l'année civile 2008.

Enfants sinistrés par les inondations à proximité de la capitale du Myanmar, Yangon

Page de couverture: Un bénéficiaire d'un programme d'alimentation scolaire appuyé par le PAM à l'école primaire de Sheder, dans l'est de l'Éthiopie, près de la frontière somalienne.

Préface de la Directrice exécutive

L'année 2008 a été l'une des années à la fois les plus ardues et les plus gratifiantes de l'histoire du PAM. Confrontée à la triple menace de la crise alimentaire, de la crise des carburants et de la crise financière, cette extraordinaire institution a montré une fois encore que rien ne saurait s'interposer entre le PAM et l'enfant qui a faim. Le nouveau Plan stratégique (2008-2011) nous a permis de concevoir des interventions plus adaptées et mieux ciblées que jamais.

Outre les opérations d'urgence complexes que nous avons menées dans des pays comme l'Afghanistan, la Somalie et dans la région soudanaise du Darfour, nous avons dû faire face à des chocs provoqués par des crises comme celles qui ont ébranlé les marchés financiers et les marchés des produits, à des phénomènes météorologiques extrêmes et à des turbulences politiques qui ont lourdement pénalisé les populations les plus pauvres et les plus vulnérables. Sous l'effet de tous ces facteurs, sur lesquels sont venus se greffer la baisse du pouvoir d'achat, la raréfaction des transferts de fonds de travailleurs expatriés et le resserrement du crédit, le nombre de ceux qui souffrent de la faim s'est accru de 115 millions au cours des deux dernières années.

Or, nous avons réussi non seulement à continuer de remplir l'assiette des nombreux millions d'êtres humains tributaires de l'aide alimentaire, mais aussi à amplifier nos opérations face à la crise mondiale due à la flambée des prix des denrées alimentaires et des carburants qui a frappé de plein fouet les populations vulnérables. Grâce à la générosité de nos donateurs, aux initiatives novatrices des États membres et au dévouement de notre personnel – qui a travaillé sans relâche sur le terrain comme au Siège pour trouver des solutions à une crise alimentaire sans précédent – le PAM a contribué à éviter que la crise mondiale ne se transforme en une tragédie de grande ampleur. Son assistance a favorisé le retour de la stabilité dans une situation très précaire, des émeutes de la faim ayant éclaté dans plus de 30 pays au cours de la première moitié de 2008.

L'année dernière, en s'inspirant des meilleures pratiques mondiales, le PAM a mis en place des programmes novateurs et ciblés de filets de sécurité alimentaire issus de la panoplie d'outils prévue dans notre Plan stratégique: santé et nutrition maternelles et infantiles, transferts monétaires et bons d'alimentation, achats locaux de denrées alimentaires et alimentation scolaire. Ainsi, en Haïti, où la flambée des prix des aliments avait déclenché une crise



Josette Sheeran à Yangon, où le PAM a lancé un programme de transferts monétaires dans le cadre de son intervention de secours en faveur des victimes du cyclone Nargis

nutritionnelle, l'alimentation scolaire a été prolongée pendant les vacances d'été pour quelque 200 000 enfants et des rations à emporter ont été distribuées aux familles de 1,1 million d'enfants. Le PAM a aussi lancé des programmes ciblés d'aide monétaire et de bons d'alimentation à l'intention de populations qui n'avaient plus les moyens d'acheter de la nourriture: le premier de ces programmes a vu le jour en Afrique en février 2009, au Burkina Faso. En réponse aux prix élevés des denrées alimentaires, des programmes de filets de sécurité ont été mis en place à Djibouti, au Ghana, en Guinée, au Libéria, en Mauritanie, au Mozambique, au Pakistan, au Sénégal, au Tadjikistan et au Yémen.

Pendant toute la durée de la crise, le PAM a sensiblement augmenté ses achats d'aliments dans les pays en développement, lesquels ont représenté 1,1 milliard de dollars, contribuant ainsi à briser le cycle de la faim. L'initiative "Achats au service du progrès", conçue pour permettre aux petits agriculteurs de tirer profit des achats du PAM, a été mise sur pied dans 21 pays grâce à l'action persuasive et au généreux soutien de la Fondation Bill & Melinda Gates et de la Fondation Howard G. Buffett ainsi que de donateurs comme la Belgique, le Canada et le Royaume d'Arabie saoudite.

Manifestement, nous sommes parvenus à mettre en place une nouvelle panoplie d'outils plus robustes pour apporter des solutions au problème de la faim, compte tenu de ses causes profondes, de la conjoncture sur les marchés locaux et des besoins des populations. Le Plan stratégique du PAM (2008–2011), qui a été approuvé par le Conseil d'administration en juin 2008, a constitué la base de cet effort soutenu. Le but de ce Plan est d'aider les pays à faire face aux situations d'urgence et à trouver des solutions à plus long terme au défi que pose la faim. Les cinq objectifs stratégiques, fondés sur la mission et le mandat du PAM, ont repositionné le Programme, le transformant d'un organisme d'aide alimentaire en un organisme d'assistance alimentaire.

Les innovations opérationnelles du PAM sont allées de pair avec des réformes internes comme la nomination d'un spécialiste de la déontologie à plein temps – une première dans le système des Nations Unies – et la création d'un bureau chargé de la gestion axée sur les résultats et de l'obligation redditionnelle. L'introduction prochaine des Normes comptables internationales pour le secteur public et du système WINGS II continue de placer le PAM à l'avant-garde des meilleures pratiques et réformes des Nations Unies.

Malgré un déficit de financement sans précédent au début de 2008 dû à l'accroissement mondial des besoins résultant de la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, plus de 85 pour cent des besoins recensés ont été satisfaits. Grâce à la générosité dont nos donateurs ont opportunément fait preuve, les contributions ont dépassé 5,1 milliards de dollars en 2008, un montant qui a permis au PAM de venir en aide à plus de 102 millions de bénéficiaires dans 78 pays. L'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire nommée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a contribué à assurer la cohérence de l'intervention mise sur pied au plan mondial.

Le travail d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV), l'un des points forts du PAM, a permis une réaction optimale de la communauté internationale à la crise alimentaire et aux catastrophes naturelles en recensant les populations nouvellement vulnérables, outre les régions où sévit déjà l'insécurité alimentaire. Le nombre des études ACV a augmenté de 80 pour cent.

Le PAM a continué de diriger les opérations et la stratégie du Module mondial de la logistique, lequel a mené sous sa conduite

neuf opérations en 2008. Pour la plus vaste de ces opérations, à savoir celle lancée après le passage du cyclone Nargis au Myanmar, un pont aérien humanitaire entre Bangkok et Yangon a été mis en place pour livrer 5 000 tonnes de secours aux victimes des inondations. Globalement, les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS), gérés par le PAM, ont transporté 361 000 agents humanitaires sur les zones de conflit et de catastrophe. Le PAM remercie les pays qui organisent des escortes navales pour sécuriser le passage de l'aide alimentaire dans les eaux dangereuses au large de la côte somalienne, permettant ainsi d'atteindre 2,8 millions de bénéficiaires.

L'action du PAM repose sur le dévouement de près de 12 000 agents en poste dans le monde entier. Pour le PAM, la sécurité est primordiale, mais nous ne sommes pas pour autant toujours à l'abri de dangers et de tragédies de plus en plus graves. En 2008, quatre fonctionnaires du PAM ont été tués; treize sous-traitants et deux agents de partenaires d'exécution ont aussi été tués alors qu'ils assuraient des services pour le PAM. Ce lourd tribut témoigne des dangers croissants auxquels sont confrontés ceux qui s'emploient sans relâche à faire parvenir aux populations les plus vulnérables de la planète l'aide indispensable à leur survie. Minimiser ces risques est pour le PAM la première des priorités.

Le début de l'année 2009 nous a réservé des défis plus grands encore mais nous restons convaincus qu'il est possible de venir à bout de la faim. Le PAM continuera à adapter et à moduler ses modalités d'intervention pour répondre aussi économiquement et efficacement que possible aux besoins immédiats de ceux qui ont faim et pour jouer un rôle moteur dans la conception, en collaboration avec les gouvernements et les partenaires, de solutions durables au problème de la faim.



Josette Sheeran

Directrice exécutive

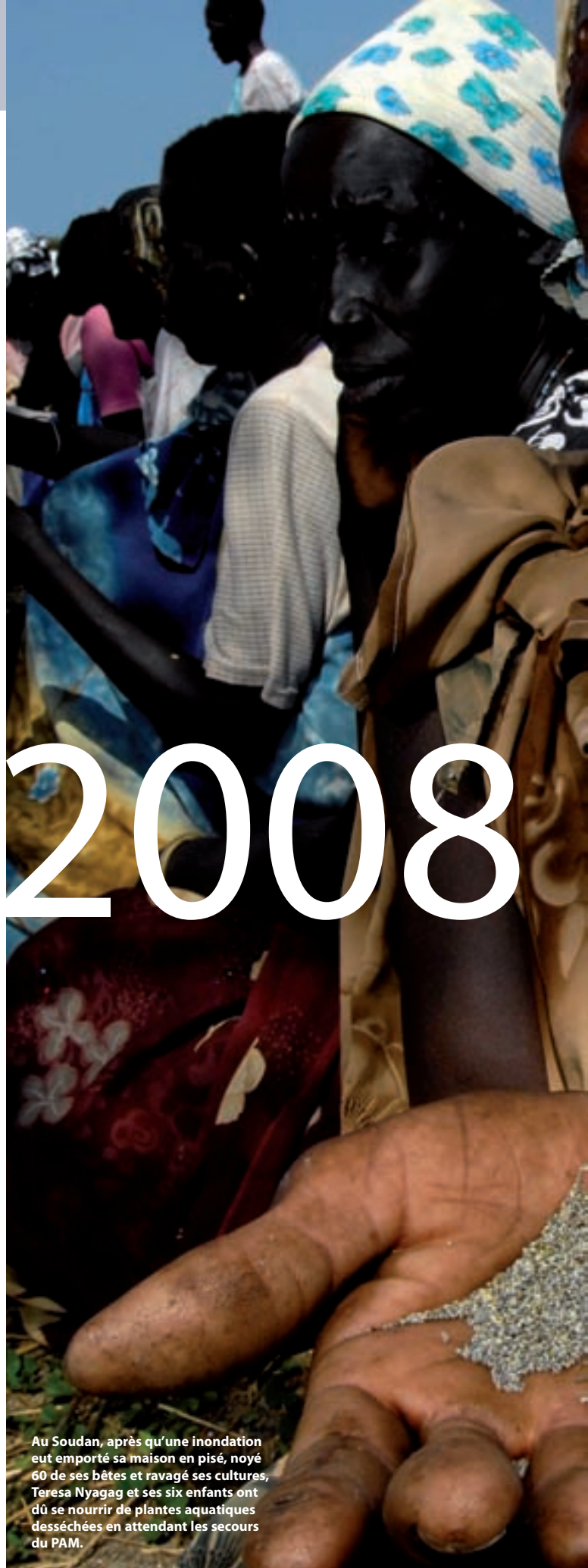
En 2008, le PAM a dû affronter une série de défis particulièrement complexes provoqués par la hausse spectaculaire des prix des denrées alimentaires et des carburants, encore aggravée par la tourmente générale que traverse le système financier international. Les progrès réguliers accomplis sur la voie de la réduction de la faim dans le monde non seulement se sont vu paralysés mais ont même commencé à s'inverser. Le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a atteint 963 millions en 2008, soit une augmentation de 115 millions en deux ans seulement.

Pour relever le défi le plus immédiat, le PAM a créé en mars le nouveau Compte spécial de compensation des effets du marché en lançant à cette fin un appel spécial en vue de mobiliser 755 millions de dollars pour couvrir les coûts supplémentaires entraînés par la flambée des prix des produits et des carburants.

Regard sur l'année 2008

Les donateurs ont réagi rapidement et généreusement. Dès le mois de mai, les nouvelles contributions dépassaient l'objectif initial, pour finalement atteindre au total 1 032 millions de dollars, dont une contribution de 500 millions de dollars de l'Arabie saoudite. À la fin de l'année, les donateurs avaient versé pour plus de 5 milliards de contributions, un chiffre record qui a permis au PAM de distribuer des quantités sans précédent de produits alimentaires, soit près de 4 millions de tonnes, à plus de 102 millions de bénéficiaires dans 78 pays.

Tout en s'employant à résoudre le problème immédiat, le PAM a continué de rechercher des solutions à plus long terme. L'une des transformations historiques de l'approche globale du PAM a consisté à repositionner l'institution pour la transformer d'un organisme d'aide alimentaire en un organisme d'assistance alimentaire. Un nouveau Plan stratégique pour 2008-2011 a été lancé en juin, lequel a approfondi et élargi notre analyse des causes profondes de la faim et introduit une nouvelle panoplie d'outils pour s'y attaquer.



Au Soudan, après qu'une inondation eut emporté sa maison en pisé, noyé 60 de ses bêtes et ravagé ses cultures, Teresa Nyagag et ses six enfants ont dû se nourrir de plantes aquatiques desséchées en attendant les secours du PAM.



En application du nouveau Plan stratégique, nous continuons de mettre au point des moyens novateurs de fournir l'assistance alimentaire requise: programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation, nouveaux aliments nutritifs visant à prévenir et à traiter la malnutrition, "Achats au service du progrès" offrant de nouveaux débouchés aux petits exploitants et les encourageant à accroître leur production, etc.

C'est ainsi par exemple que le premier programme de transferts monétaires et de bons d'alimentation pour l'Afrique a été mis au point pour le Burkina Faso. À la fin de l'année, de tels programmes étaient en cours d'exécution dans 24 pays. La première proposition "d'Achats au service du progrès" a été approuvée pour le Mozambique et cette initiative s'est ensuite rapidement étendue à 21 pays au total en 2008. De nouvelles directives ont été élaborées pour renforcer les procédures d'évaluation du PAM en milieu urbain et périurbain.

Les secours d'urgence sont demeurés le principal domaine d'activités du PAM, particulièrement pour faire face aux conséquences d'événements météorologiques extrêmes et de catastrophes naturelles liés au changement climatique. Le Programme a lancé 22 opérations de secours aux victimes de la sécheresse, d'inondations, de séismes et de divers types de cyclones, d'ouragans et de typhons.



Distribution de produits alimentaires du PAM au village de Htan Paing, au Myanmar.

Peu d'interventions ont été aussi complexes que l'opération d'urgence mise sur pied après que le cyclone Nargis a déferlé sur le Myanmar au mois de mai. Le PAM a fourni pour 154 millions de dollars de secours d'urgence à quelque 1,2 million de sinistrés.

Regard sur l'année 2008

Au Myanmar, les secours alimentaires d'urgence sont transportés à Bogale après le passage du cyclone Nargis.



Il a fallu pour cela déployer des flottilles d'embarcations et une flotte d'aéronefs à voilure fixe et d'hélicoptères, environ 230 vols ayant permis de transporter les secours par le pont aérien humanitaire mis en place entre Bangkok et Yangon.

Ailleurs, le PAM a fourni une assistance à près de 15 millions de personnes souffrant de la faim dans cinq pays de la corne de l'Afrique – près de 12 millions en Éthiopie seulement – après que la région a été ravagée par une combinaison meurtrière de sécheresses prolongées et de fortes hausses des prix des produits alimentaires et des carburants. En Haïti, le PAM a secouru plus de 800 000 personnes après le passage de trois cyclones et d'une tempête tropicale qui ont ravagé l'île en août et septembre. Dans l'est du Yémen, une assistance a dû être fournie à quelque 20 000 personnes après que des tempêtes tropicales eurent, en octobre, provoqué des inondations soudaines d'une profondeur atteignant jusqu'à 18 mètres qui ont emporté des milliers de foyers.

Différentes catastrophes causées par l'homme ont également retenu l'attention du PAM, qui a fourni une assistance à près de 200 000 réfugiés fuyant la reprise des hostilités dans l'est de la République démocratique du Congo. Près de 250 000 Géorgiens ont dû être secourus par le PAM à la suite du bref conflit qui a embrasé

leur région du Caucase en août. Au Zimbabwe perpétuellement en crise, le PAM est venu en aide à quelque 4 millions de personnes en 2008. Le conflit persistant au Soudan a également exigé du PAM qu'il continue de fournir une assistance à 6 millions de personnes.

Les partenariats avec le secteur privé ont été renforcés et leur importance ne devrait cesser de croître. D'ici à 2017, le développement des partenariats et l'intensification des efforts de mobilisation des fonds devraient permettre au PAM de rassembler quelque 200 millions de dollars de ressources auprès du secteur privé.

En 2008, le PAM a utilisé ses partenaires du secteur privé comme des "multiplicateurs de force" pour améliorer l'efficacité de ses opérations d'urgence sans alourdir la charge administrative qu'elles représentent. Ses principaux partenaires ont été notamment Caterpillar, Citigroup, Google, Pepsi et TNT. En outre, des équipes logistiques constituées par Agility, TNT et UPS ont appuyé les opérations d'urgence entreprises en Chine, en Haïti, en Inde, au Mozambique et au Myanmar.

Regrettablement, l'année 2008 a été aussi marquée par la multiplication des attaques délibérées dirigées contre le personnel



Aux Gonaïves, un petit Haïtien s'abrite de la pluie sous un poncho pendant la distribution des rations d'urgence du PAM au plus fort du cyclone Ike.



Faire parvenir les secours à tout prix. En Géorgie, les agents du PAM négocient leur passage à un poste de contrôle de l'armée russe.

humanitaire et le personnel des Nations Unies. Ainsi, 4 agents du PAM ont été tués et 17 blessés à la suite d'actes de violence. Nos prestataires de services et nos partenaires ont également payé un lourd tribut: sept chauffeurs de camion travaillant sous contrat pour le PAM ont été tués par des bandits au Soudan, cinq autres en Somalie et un aux Philippines. Des camions opérant pour le PAM ont également été attaqués en Afghanistan, en République démocratique du Congo, au Pakistan et à Mindanao (Philippines).

Pour faire face à cette menace croissante, le PAM a renforcé la sécurité aussi bien de son personnel que de ses opérations partout dans le monde. Au Siège de l'ONU, à New York, le Comité de haut niveau sur la gestion, présidé par la Directrice exécutive du PAM, Josette Sheeran, a élaboré des plans pour revoir et, en cas de besoin,

renforcer les mesures de sûreté et de sécurité. Au Siège du PAM, à Rome, ainsi que dans tous les bureaux extérieurs du Programme dans le monde entier, des mesures ont été prises pour que les normes minimales de sécurité opérationnelle de l'ONU continuent d'être appliquées à toutes les installations et à toutes les opérations. Les programmes de sensibilisation du personnel aux menaces potentielles ont été renforcés, notamment en organisant dans les pays une formation spécifique concernant les dangers de caractère local, par exemple pour minimiser les risques d'être pris en otage ou de tomber sous le feu de francs tireurs et apprendre à conduire de manière à éviter le braquage des véhicules.

Dans les pays à haut risque, les membres du personnel ont participé à des séances de formation concernant les précautions et mesures de sécurité à prendre sur le terrain. Il a également été envisagé d'étendre à d'autres pays le programme d'orientation et de sensibilisation à la sécurité, d'une durée d'une semaine, que doivent aujourd'hui suivre obligatoirement les fonctionnaires des Nations Unies affectés en Iraq.

Dans les eaux infestées de pirates au large de la côte somalienne, les escortes navales fournies par plusieurs pays ont été un moyen de dissuasion efficace et ont contribué à faire en sorte que les secours du PAM parviennent à ceux qui en avaient besoin pour survivre.

Le PAM en chiffres

2007	2008	PRINCIPAUX CHIFFRES
OMD 1 Éliminer l'extrême pauvreté et la faim		
BÉNÉFICIAIRES		
86,1	102,1	millions de personnes qui ont faim assistées dans 78 pays (80 en 2007)
23,8	17,6	millions – projets de développement et programmes de pays
15,3	25,0	millions – opérations d'urgence
(8,1)	(9,3)	- millions – situations de conflit
(7,2)	(15,7)	- millions – catastrophes naturelles
47,0	59,4	millions – interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR)
71,0	83,9	millions de femmes et d'enfants
1,9	1,9	millions de réfugiés
8,8	9,5	millions de personnes déplacées
0,8	0,9	millions de rapatriés
VOLUME DE L'AIDE ALIMENTAIRE		
3,3	3,9	millions de tonnes de produits alimentaires distribués
2,1	2,8	millions de tonnes de produits alimentaires achetés par le PAM
PROJETS EN COURS EN 2007		
		Programmes de pays 31
		Projets de développement 22
		Opérations d'urgence 48
		IPSR 69
		Opérations spéciales 44
		TOTAL 214
PROJETS APPROUVÉS EN 2008¹		
6	3	programmes de pays, évalués à 155 millions de dollars
10	3	projets de développement, évalués à 29 millions de dollars
32	32	opérations d'urgence/Compte d'intervention immédiate (CII), projets évalués à 2 133 millions de dollars
31	15	IPSR, évaluées à 1 625 millions de dollars
14	23	opérations spéciales, évaluées à 261 millions de dollars
RECETTES ET DÉPENSES (en milliards de dollars)		
2 705	5 042	contributions reçues
N.A.	5 115	recettes
2 753	3 536	dépenses directes
N.A.	3 725	dépenses totales
PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AIDE DU PAM		
88,5	87,7	pour cent des ressources multilatérales de développement affectées conformément aux critères de concentration en faveur de certains pays
74,0	66,0	pour cent des ressources de développement affectées allant aux PMA
79,4	75,6	pour cent des produits alimentaires achetés (en volume) dans des pays en développement
72,0	68,0	pour cent de l'aide du PAM destinée à des pays d'Afrique subsaharienne

¹Non compris les CAD.

2007	2008	PRINCIPAUX CHIFFRES
------	------	---------------------

OMD 2 Assurer l'éducation primaire pour tous

19,3	20,5	millions d'enfants scolarisés ont reçu des repas scolaires/rations à emporter ² , dont
46,6	49,3	pour cent de filles
6,0	8,7	pour cent d'augmentation de la scolarisation (en chiffres absolus) dans les écoles bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire du PAM
93,0	93,0	pour cent des enfants ont suivi les cours toute l'année dans les écoles bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire du PAM

OMD 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

52,2	51,9	pour cent des bénéficiaires étaient des femmes ou des adolescentes
240 000	266 126	femmes occupaient des postes de responsabilité dans les comités de gestion de l'aide alimentaire
5,1	6,7	millions de femmes ont reçu des rations alimentaires familiales aux points de distribution dans le cadre des distributions générales de vivres
4,2	5,1	millions de cartes de ration familiale ont été établies au nom des femmes dans le cadre des distributions générales de vivres

OMD 4 Réduire la mortalité infantile

53,6	62,2	millions d'enfants ont bénéficié d'une aide dans le cadre des opérations du PAM
5,7	6,3	millions d'enfants souffrant de malnutrition ont bénéficié d'un soutien nutritionnel spécial

OMD 5 Améliorer la santé maternelle

2,0	2,8	millions de femmes vulnérables ont bénéficié d'un soutien nutritionnel supplémentaire
------------	------------	---------------------------------------------------------------------------------------

OMD 6 Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

20	19	des 25 pays où la prévalence du VIH/sida est la plus élevée ont reçu une aide du PAM
1,8	2,4	millions de personnes touchées par le VIH/sida ont reçu une aide du PAM
50	47	pays ont reçu une aide au titre de programmes de prévention de la tuberculose et du VIH/sida

OMD 7 Assurer un environnement durable

17,1	21,3	millions de personnes ont reçu une aide alimentaire du PAM pour les inciter à créer des avoirs, à suivre une formation, à apprendre à résister aux chocs et à préserver leurs moyens de subsistance
-------------	-------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

OMD 8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

15	15	partenaires de réserve
12	10	évaluations conjointes de la production et des disponibilités alimentaires conduites avec la FAO
8	14	missions d'évaluation conjointe conduites avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
84	150	entreprises et entités privées ont apporté un appui sous forme de dons en espèces et en nature, pour une valeur de 194 millions de dollars en 2008
2 815	2 838	ONG ont travaillé avec le PAM

²En outre, 1,98 million d'écoliers ont bénéficié des fonds d'affectation spéciale gérés par le PAM à El Salvador (888 000 élèves) et au Honduras (1,1 million d'élèves).

Sauver des vies



À Yangon (Myanmar), des résidents locaux déchargent d'un tracteur les produits alimentaires du PAM.

LE CYCLONE NARGIS S'ABAT SUR LE MYANMAR

Les 2 et 3 mai, le cyclone Nargis venu de l'océan Indien a déferlé sur le Myanmar et fait plus de 130 000 morts. Des vents de 200 km/h et un énorme raz-de-marée ont emporté des centaines de villages et submergé les terres arables d'eau salée.

Indépendamment de ces pertes en vies humaines, 2,4 millions de sinistrés ont vu le cyclone emporter les infrastructures locales, détruire les entrepôts de vivres et de semences et décimer le bétail. Du jour au lendemain, près de 1 million de personnes ont perdu la totalité de leurs moyens de subsistance, plongeant pour la plupart dans le dénuement le plus total, incapables de satisfaire leurs besoins alimentaires les plus essentiels.

Le delta de l'Ayeyarwady, qui est le grenier à riz du Myanmar et l'une de ses zones de pêche les plus productives, a été le plus touché. La destruction des cultures dans le delta, s'ajoutant à la perte des engins et des bâtiments de pêche, des outils et des machines agricoles, a réduit à néant presque toutes les possibilités d'activités génératrices de revenus dans la région. La situation des pauvres, qui ne survivent que grâce à leur travail salarié, s'est encore dégradée.

Quelques jours seulement après la catastrophe, le PAM a mis sur pied une intervention associant deux opérations d'urgence et une opération spéciale distincte visant à distribuer les produits alimentaires et l'assistance nutritionnelle indispensables à la survie des populations sinistrées. Une opération d'urgence d'une valeur de 500 000 dollars a été mobilisée le 6 mai pour une durée de 30 jours suivie, six jours plus tard, par une opération d'urgence à plus longue échéance d'une valeur de 115 millions de dollars et une opération spéciale évaluée à 39 millions de dollars.

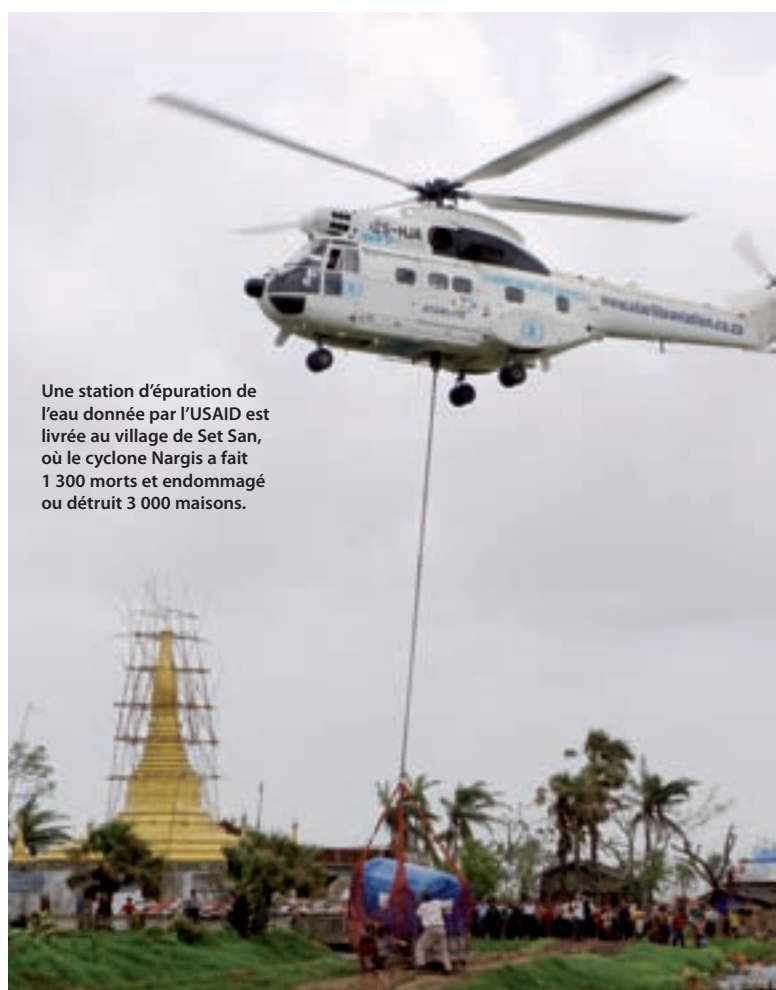
Les deux opérations d'urgence ont permis de livrer globalement plus de 63 000 tonnes de secours à quelque 1,2 million de personnes souffrant de la faim et d'atteindre ainsi, pour l'essentiel, le double objectif immédiat consistant à sauver la vie des victimes du cyclone et à entreprendre simultanément des activités de relèvement et de redressement de plus longue haleine afin de reconstituer les moyens de subsistance et les infrastructures locales.

Dans le cadre de son opération spéciale, le PAM s'est employé à garantir une livraison ininterrompue de secours aux régions

sinistrées en créant des services de logistique et de télécommunication communs. Ainsi, il a organisé un centre d'opérations aériennes à Bangkok et un pont aérien entre Bangkok et Yangon, mobilisé des moyens de transports aériens, terrestres et fluviaux dans le delta de l'Ayeyarwady, aménagé cinq centres logistiques dotés d'installations d'entreposage et mis des services de télécommunications à la disposition des autres institutions participantes.

Plus de 230 vols, grâce au pont aérien organisé à partir de Bangkok ont permis de livrer à Yangon 5 000 tonnes de matériel de secours et 10 400 tonnes de secours ont été acheminées jusqu'à des points avancés du delta par la route ou par le fleuve. Environ 30 000 m² d'espace d'entreposage ont aussi été aménagés.

Au début de l'opération de secours, le PAM a déployé 10 hélicoptères pour transporter secours et personnel jusqu'aux régions les plus durement touchées par le cyclone. À mesure que les transports terrestres et fluviaux se sont améliorés, la flotte



Sauver des vies

d'hélicoptères a été progressivement réduite. Les hélicoptères ont fourni un concours précieux et, avec près de 1 900 heures de vol, ont transporté 22 000 passagers et plus de 1 000 tonnes de secours pour le compte de 41 institutions des Nations Unies et organismes gouvernementaux ainsi que d'ONG locales et internationales.

Si le PAM a été à même de monter une intervention aussi rapidement, c'est essentiellement grâce au concours de son personnel national au Myanmar, surtout juste après le cyclone, lorsque le Gouvernement a imposé des restrictions aux déplacements et a tardé à accorder les visas requis aux secouristes étrangers.

La réaction du personnel local du PAM a été à la hauteur de la catastrophe. Au cours des 30 premiers jours de l'opération de secours, il a livré presque 500 tonnes de rations d'urgence à plus de 24 000 personnes déplacées ayant temporairement trouvé abri dans des monastères et des bâtiments publics. Souvent, les réfugiés ayant fui l'inondation ont dû partager les rations, leur nombre augmentant régulièrement jour après jour.

À ceux qui avaient besoin d'une assistance immédiate mais qui n'avaient pas d'ustensiles de cuisine, le PAM a distribué 17 tonnes de biscuits protéinés. En outre, plus de 49 000 bénéficiaires ont reçu une assistance en espèces pendant plusieurs semaines à Yangon, où les marchés étaient encore en état de fonctionner, jusqu'à ce que le Gouvernement ait suspendu cet élément de l'opération, en juin.

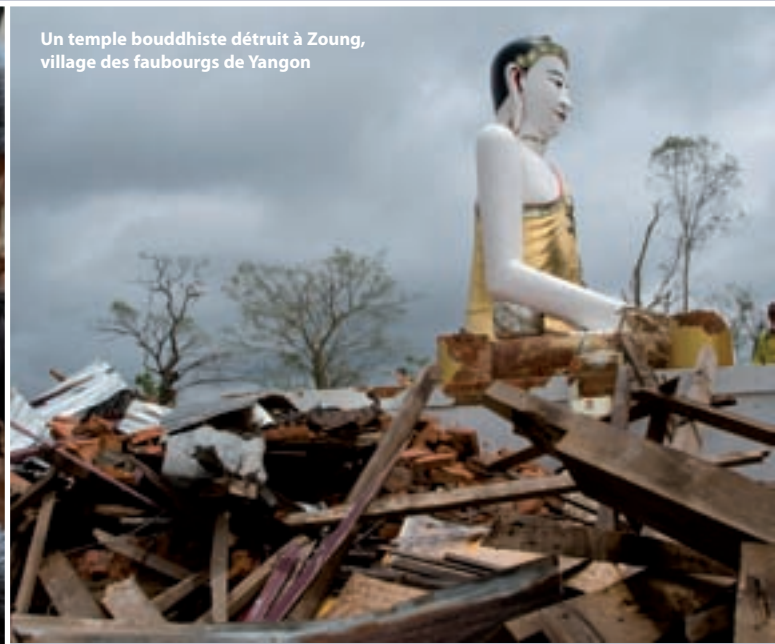


Le PAM a fourni une aide alimentaire d'urgence à 750 000 des 1,5 million de personnes gravement affectées par le cyclone en leur distribuant un assortiment alimentaire complet durant six mois.



Les villageois reçoivent des bâches en matière plastique, des conteneurs d'eau et du riz lors d'une distribution de vivres du PAM près de Yangon.

Un temple bouddhiste détruit à Zoung, village des faubourgs de Yangon



Lorsque Aung Naing, 14 ans, et Kyaw, son jeune frère de 11 ans, ont été emportés par le raz-de-marée provoqué par le cyclone Nargis, ni l'un ni l'autre ne pouvaient savoir qu'ils seraient les seuls membres de la famille à survivre.

Une équipe d'évaluation du PAM a rencontré les deux frères lorsqu'ils sont rentrés dans leur village à la recherche de leurs parents disparus. Ni l'un ni l'autre n'ayant mangé depuis 36 heures, les membres de l'équipe du PAM ont partagé leur déjeuner avec eux et leur ont donné à chacun une ration de cinq jours de biscuits protéinés.

Une ration ordinaire d'un mois de riz, de légumes secs, d'huile végétale et de sel a également été distribuée dans leur village, qui avait été totalement détruit. Il n'y avait eu que 32 survivants parmi une population totale de 322 habitants, et il ne leur restait après le cyclone qu'une journée de vivres, mais pas d'eau potable ni d'abri.

Aung et Kyaw se demandaient comment ils survivraient au cours des prochains mois, ne sachant pas qui s'occuperait d'eux ou s'ils retourneraient à l'école.

Dans leurs vies anéanties, il ne restait qu'une seule certitude: ils ne souffriraient pas de la faim. Pendant au moins six mois, les vivres livrés par le PAM leur permettraient de consacrer leur énergie à d'autres besoins pressants, comme le retour à l'école.

Sauver des vies





Une femme et son bébé cherchent refuge dans un monastère bouddhiste du village de Khunk Than après le cyclone.

Sauver des vies

HAÏTI EN ÉTAT DE CHOC APRÈS QUATRE TEMPÊTES

Fin août et début septembre, trois cyclones et une tempête tropicale se sont abattus sur Haïti, ne laissant que dévastation dans leur sillage. Ces tempêtes ont fait d'énormes ravages dans l'île tout entière, isolé de vastes régions du pays et affecté tout particulièrement la ville des Gonaïves et ses alentours.

Les inondations ont plongé les Gonaïves, qui compte 327 000 habitants, dans une mer de boue et d'eaux nauséabondes qui a atteint dans certains quartiers une profondeur de 2 mètres et qui, en se retirant, a laissé derrière elle une couche de boue de 40 cm d'épaisseur. Aux Gonaïves, les inondations ont fait près de 500 morts et quelque 50 000 familles sinistrées, soit 250 000 personnes, et ont détruit 5 500 logements, sans compter les plus de 22 000 maisons endommagées.

Dans l'ensemble du pays, l'impact conjugué des quatre tempêtes a plongé dans le dénuement 800 000 personnes qui n'ont pu survivre que grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle. Plus de 100 000 foyers ont été détruits et 30 pour cent de la récolte a été annihilée, y compris la majeure partie du maïs, des haricots et des bananes, et les marchés ont cessé de fonctionner.

Dans un pays appauvri où les trois quarts de la population subsistent avec moins de 2 dollars par jour, la crise a sérieusement affecté la sécurité alimentaire, déjà précaire, emportant notamment une trentaine d'enfants à Baie d'Orange, au sud-est de l'île, tous morts de malnutrition aiguë.



Le PAM a pu organiser rapidement une série d'opérations de secours grâce à une étroite collaboration avec le Gouvernement et avec ses partenaires. Le généreux appui fourni par les donateurs sous forme de contributions financières et de moyens de transport aérien et maritime a permis de sauver d'innombrables vies humaines. Les modules de services ont été activés, des évaluations rapides conjointes ont été lancées et le PAM a doublé ses effectifs en quelques semaines seulement. Des distributions de biscuits protéinés puis des distributions générales et ciblées de rations ont été organisées là où les populations pouvaient encore cuisiner. Des opérations spéciales ont aussi été lancées pour renforcer les capacités logistiques, les secours devant être transportés par air ou par mer car les routes étaient impraticables et les installations d'entreposage insuffisantes. Le PAM a ouvert de nouveaux bureaux auxiliaires aux Gonaïves et à Jacmel pour faire face à ces besoins.

Dans le cadre d'une opération d'urgence d'une valeur de 31 millions de dollars, le PAM a réussi à secourir 800 000 personnes ayant perdu tout moyen de subsistance. Il a organisé des distributions générales de vivres, renforcé ses programmes



Les habitants de Leogane, au sud de Haïti, ont été particulièrement touchés.



Un convoi de véhicules légers du PAM arrive aux Gonaïves, ville gravement sinistrée par les cyclones.

d'alimentation scolaire et de supplémentation alimentaire et lancé plusieurs programmes d'activités Vivres contre travail afin de reconstruire les infrastructures essentielles.

Les deux opérations spéciales ont été lancées pour mettre en place les moyens logistiques requis, par exemple dans le domaine des communications, pour faire parvenir rapidement les secours alimentaires jusqu'aux régions reculées de l'île par air, mer et terre. Le PAM a dirigé le module de services logistiques des Nations Unies et mis ses ressources logistiques à la disposition de tous les organismes humanitaires, multipliant ainsi plusieurs fois le travail qu'il réalisait pour secourir la population de l'île.

Pendant la première phase des interventions de secours, avant que le PAM n'affrète des hélicoptères, des navires et des camions supplémentaires, les forces armées américaines et canadiennes ont aidé le PAM à faire parvenir les secours aux bénéficiaires. Le PAM collabore par exemple étroitement aux Gonaïves avec le bataillon argentin de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti ce qui a beaucoup facilité les distributions générales de vivres dans la ville.

Le premier hélicoptère affrété par le PAM envoyé à Baie d'Orange, communauté isolée de la région montagneuse du sud-est de Haïti, aurait normalement rebroussé chemin, n'était-ce la nature de la mission.

Une visibilité limitée et l'escarpement du terrain rendaient l'atterrissage difficile mais les pilotes ont persisté, essentiellement parce qu'ils répondaient à un appel pressant à l'aide de deux ONG – Terre des hommes et Oxfam Royaume-Uni – qui avaient découvert des îlots de grave malnutrition qui faisait des ravages parmi les enfants de Baie d'Orange.

Dix enfants de moins de 5 ans étaient morts en deux semaines seulement de malnutrition aiguë et de diarrhée, tous victimes des trois cyclones et de la tempête tropicale qui avaient ébranlé les régions isolées et déjà appauvries de Haïti où les services médicaux étaient inexistantes.

Lorsque l'hélicoptère du PAM a atterri à Baie d'Orange le 31 octobre, il transportait des secours alimentaires d'urgence, des biscuits protéinés et des fournitures médicales. Confronté à la situation sur le terrain, l'appareil a immédiatement évacué huit enfants souffrant de malnutrition aiguë et de complications pour qu'ils puissent être hospitalisés à Port-au-Prince.

Les semaines suivantes, les hélicoptères du PAM et des camions à six roues motrices ont transporté jusqu'à Baie d'Orange 40 tonnes d'assistance alimentaire et nutritionnelle et 1 000 kg de biscuits protéinés. Près de 40 enfants ont été évacués par air ou par la route par des moyens de transport affrétés par le PAM. Le Programme a également fait don de petits bâtiments préfabriqués pour aider la communauté à aménager un dispensaire et des installations d'entreposage.

Une mission d'évaluation s'est rendue à Baie d'Orange en décembre pour identifier les domaines dans lesquels une aide nutritionnelle devait être apportée aux enfants souffrant de malnutrition et, éventuellement, entreprendre d'autres activités de santé et de nutrition maternelles et infantiles.

Sauver des vies

Avec l'appui du PAM, de l'UNICEF et de Caritas, le Centre de traitement nutritionnel de Matumaini soigne les enfants souffrant de malnutrition à Rutshuru, en République démocratique du Congo.



LES RÉFUGIÉS FUIENT LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Fin août, les habitants de la région orientale de la République démocratique du Congo ont repris la route, terrorisés, fuyant leurs foyers comme ils ne l'ont fait que trop souvent au cours des dix dernières années. Cette fois-ci, ils se sont trouvés pris dans les combats entre les forces gouvernementales et les rebelles du CNDP de Laurent Nkunda, dont l'intensité s'est aggravée au mois d'août. Au milieu des tirs et des pillages généralisés, la principale ville de la région, Goma, s'est trouvée plongée dans le chaos. Beaucoup d'organismes humanitaires ont évacué leur personnel; celui du PAM est resté sur place et s'est enfermé plusieurs nuits à l'intérieur de son complexe.

Dès que la situation l'a permis, le personnel du PAM a entrepris d'organiser d'urgence des distributions de vivres aux dizaines de milliers de personnes se trouvant en ville, dont 60 000 étaient prisonniers d'une bande de terre située à 1 kilomètre environ seulement à l'arrière de la principale ligne de front.

Pour beaucoup d'agents du PAM, intervenir dans des situations dangereuses pour secourir ceux qui se trouvent dans le besoin est une deuxième nature. En une occasion, il a fallu soudainement mettre fin à une distribution de vivres à la suite de tirs soutenus d'armes à feu et d'obus de mortier provenant des collines avoisinantes. En quelques minutes, le vide s'est fait et il ne restait sur place que les jeunes enfants en larmes, abandonnés, des milliers de réfugiés affluant à Goma.

Pour le PAM, le problème le plus immédiat consistait à faire parvenir les rations aux plus de 140 000 personnes déplacées se trouvant dans les six camps entourant Goma. Le blocus organisé par les forces du CNDP empêchant l'arrivée des approvisionnements, les prix avaient augmenté et les populations avaient commencé à accuser les réfugiés d'être à l'origine de cette situation. Après avoir livré ces rations très attendues, on s'est attaché à secourir ceux qui se trouvaient derrière la ligne de front, et en particulier les 60 000 habitants établis autour de la ville de Rutshuru, qui avait été rasée. Des combats qui avaient fait rage dans la région avaient traumatisé les populations locales, perturbé les marchés, obligé les écoles à fermer et limité les déplacements.

Le premier convoi de camions du PAM se dirigeant vers Rutshuru a franchi la ligne de front le 14 novembre, transportant assez d'aliments pour nourrir 12 000 personnes pendant deux semaines. En quelques jours seulement, près de 100 000 personnes déplacées et familles d'accueil, aussi bien à Rutshuru qu'à Kiwanja, à proximité, avaient été enregistrées et avaient reçu des rations. Le succès de l'opération, et en particulier la possibilité pour les convois de camions transportant les vivres du PAM de passer en sécurité, ont aidé à accéder à d'autres régions que les combats avaient précédemment rendues inaccessibles.

Les vivres destinés à l'opération montée par le PAM dans le nord du Kivu sont arrivés à Goma de différentes sources. D'importants stocks de produits ont été empruntés au Rwanda, d'autres sont arrivés en camion du Kenya, de la République-Unie de Tanzanie et d'Ouganda, et des produits en provenance d'Afrique australe sont arrivés par péniche par l'entremise des bureaux congolais du PAM à Bukavu et à Uvira.

À la fin de 2008, l'est de la République démocratique du Congo s'était réinstallé dans un cycle de conflit, de sous-développement et de marginalisation. Les médias étaient partis, mais la situation n'avait guère changé et des centaines de milliers de personnes continuaient de vivre dans d'affreuses conditions.



Les résidents du camp de Mugunga, près de Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo, reçoivent des distributions du PAM.

Sauver des vies

CONFLIT EN GÉORGIE

Le 8 août, en Ossétie du Sud (Géorgie), un conflit a éclaté entre les forces géorgiennes, les forces d'Ossétie du Sud et les forces russes. Les Géorgiens se sont retirés de la région et les Russes ont avancé en Géorgie. Des dizaines de milliers de civils ont fui les combats et l'on estime que 30 000 personnes ont franchi la frontière pour se réfugier en Ossétie du Nord, en Fédération de Russie, tandis que quelque 128 000 personnes ont été déplacées en Géorgie même.

Le PAM, réagissant rapidement à la crise, a utilisé les stocks de produits alimentaires destinés à son opération en cours pour nourrir en Géorgie 212 000 personnes vulnérables, beaucoup nouvellement déplacées. Dans un premier temps, l'opération s'est limitée à la capitale, Tbilisi, où, deux jours seulement après que la crise a éclaté, le PAM a pu distribuer des rations de dix jours de farine de blé, d'huile végétale, de haricots, de sucre et de sel à 322 personnes déplacées accueillies dans des abris. L'opération a rapidement été étendue aux autres régions du pays. Fin août, le PAM avait secouru plus de 138 000 personnes, dont les populations déplacées et les populations locales affectées par le conflit.

Aux premiers jours du conflit, les hostilités ont coupé l'accès à Gori et à d'autres zones de combat, mais le PAM n'en a pas moins réussi, le 18 août, à commencer à faire parvenir régulièrement des vivres à Gori, bien que l'Ossétie du Sud demeure inaccessible du côté géorgien. Les tensions se sont atténuées le 8 septembre, lorsque Moscou a accepté de retirer ses forces de l'ensemble du territoire géorgien hors de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud dans un délai

d'un mois et de démanteler ses postes de contrôle dans les autres régions de la Géorgie dans un délai d'une semaine. L'Union européenne a, le 1^{er} octobre, déployé une force de 200 observateurs en Géorgie.

Dans la mesure où de nombreux abris ne permettaient pas aux personnes déplacées de cuisiner, le PAM a essayé de distribuer des aliments préparés, par exemple du pain et des biscuits protéinés, lorsque cela était possible. Le Programme a distribué de la farine de blé aux boulangeries pour que du pain puisse être distribué gratuitement aux personnes déplacées. Il a également fourni des aliments aux cantines organisées par le Gouvernement et des organisations caritatives pour leur servir des repas chauds.

Le 27 août, le PAM a ouvert un bureau auxiliaire à Gori et a aménagé un entrepôt pour alimenter la ville et les villages se trouvant dans la "zone tampon". Il a également livré de la farine à trois boulangeries de Gori pour que du pain puisse être distribué à quelque 9 000 personnes. La première distribution dans la zone tampon a eu lieu le 11 septembre, après que le général commandant les forces russes eut, à la suite des négociations menées par le PAM, accordé son autorisation d'y accéder. Après le retrait des Russes, le PAM a étendu ses activités à l'ensemble de la zone.

Au 30 septembre, le PAM avait, sur l'ensemble du territoire géorgien, livré 1 388 tonnes de farine de blé, 148 tonnes de biscuits protéinés, 118 tonnes d'huile végétale, 421 tonnes de pâtes, 177 tonnes de haricots, 67 tonnes de sucre et 19 tonnes de sel à plus de 138 000 bénéficiaire dans toutes les régions affectées du pays autres que l'Ossétie du Sud. À la fin de l'année, le PAM avait distribué 8 500 tonnes d'aide alimentaire à 244 000 bénéficiaires.

Le 18 août, l'ONU a lancé un appel éclair en vue de mobiliser 59,7 millions de dollars pour faire face pendant six mois aux besoins humanitaires d'urgence créés par le conflit. L'appel estimait les besoins dans le secteur alimentaire à 15,8 millions de dollars, dont 12,9 millions de dollars pour la distribution de rations par le PAM. Un appel révisé, estimant les besoins dans le secteur de la sécurité alimentaire à 32 millions de dollars, dont 20 millions de dollars pour le PAM, a été lancé début octobre. Le PAM a également lancé un appel en vue de mobiliser 2,5 millions de dollars pour la coordination des services logistiques et la fourniture de services d'entreposage et de transport aux autres organisations.



Un convoi du PAM livre les aliments de première nécessité à des milliers de Géorgiens ayant cherché refuge dans une vallée située au sud de la ville de Gori.



Ces personnes recevront bientôt des vivres du PAM dans un centre de distribution en Géorgie.

Sécurité

Déchargement de petits bateaux qui ont apporté les vivres sur la plage de Merka dans le sud de la Somalie depuis les navires cargos MV Rozen et MV Semlow. Les navires ont été escortés depuis Mombasa au Kenya par la frégate française Commandant Ducuing pour les protéger des pirates.

MENACE DES PIRATES DANS LES EAUX SOMALIENNES

En 2008, la piraterie au large de la Somalie – 111 attaques et 42 navires saisis pendant l'année – est rapidement devenue un problème d'envergure mondiale. Le PAM a demandé à la communauté internationale de lui fournir des escortes navales pour ses expéditions de produits alimentaires, 90 pour cent de son aide alimentaire à la Somalie devant arriver par mer.

Et le monde a répondu présent. L'un après l'autre, plusieurs pays ont généreusement dépêché des frégates pour escorter les navires chargés de produits alimentaires du PAM. Ils ont également fourni les fonds nécessaires pour acheter des aliments dans des pays parfois aussi éloignés que l'Afrique du Sud, tandis que le nombre des nécessiteux s'accroissait au fil des mois.

Depuis que le système d'escortes navales a commencé, en novembre 2007, après que la Directrice exécutive, Josette Sheeran, eut fait appel à la protection de la communauté internationale pour empêcher que des millions de Somaliens ne meurent de faim, aucun des navires utilisés par le PAM n'a été attaqué par des pirates. En 2008, les bâtiments du PAM ont été escortés par des navires du Canada, du Danemark, de la France, de l'OTAN, des Pays-Bas (à l'occasion de deux missions) et de l'Union européenne.

Le PAM a néanmoins payé un tragique tribut en termes de vies humaines: plus de 40 militants de la société civile et agents humanitaires ont été attaqués et tués en 2008, dont 2 fonctionnaires et 5 agents contractuels du PAM, alors qu'aucun fonctionnaire n'avait plus trouvé la mort en Somalie depuis 1993.

Mais d'innombrables vies humaines ont été sauvées grâce aux aliments livrés par le PAM par voie terrestre et maritime, un résultat rendu possible non seulement par le dévouement du personnel du PAM mais aussi par les risques pris par le personnel des ONG partenaires du Programme pour distribuer l'aide au péril de leur vie. En 2008, le PAM a expédié en Somalie 260 000 tonnes de produits alimentaires, soit presque quatre fois plus qu'en 2007, trois fois plus qu'en 2006 et huit fois plus qu'en 2005, un éloquent témoignage du dévouement du personnel du PAM et de ses partenaires, résolu à réussir en dépit de l'augmentation des besoins, année après année.

Des familles d'accueil forcées de fuir Mogadiscio, des agriculteurs du sud de la Somalie ont dit avoir eu, pour la première fois, désespérément besoin en 2008 de l'aide alimentaire du PAM. Le conflit, la sécheresse, les déplacements, une succession de mauvaises récoltes, la flambée des prix des produits alimentaires et des carburants, l'hyperinflation et le chômage sont autant de facteurs qui sont venus grossir le nombre de ceux qui, partout dans le pays, ne survivent que grâce aux distributions de vivres du PAM.

Le nombre de ceux qui ont besoin d'une assistance humanitaire s'est accru de 77 pour cent en 2008 pour atteindre 3,25 millions, c'est-à-dire la moitié de la population, dont 3,1 millions ayant besoin de l'aide alimentaire du PAM et d'autres organisations. Les distributions de vivres du PAM, après avoir augmenté régulièrement en 2006 et 2007, se sont nettement accélérées en 2008, passant de 9 000 tonnes en janvier à 30 000 tonnes en décembre.

D'après Refugees International et l'Organisation des Nations Unies, la Somalie est le théâtre de la pire crise humanitaire qui soit au monde. Le pays vient également en tête de la liste des États faillis établie par la revue *Foreign Policy* et a été qualifié comme de pays le plus corrompu du monde par Transparency International. En dépit des dangers, le PAM a cependant continué, grâce à la bravoure de son personnel, d'être une source de survie pour la Somalie.

VIOLENCE POST-ÉLECTORALE AU KENYA

Au Kenya, l'année 2008 a débuté par des violences imprévues. Les élections qui s'étaient déroulées dans le calme quelques jours auparavant ont fait place à un processus de dépouillement du scrutin chaotique et contesté qui a rapidement entraîné des manifestations et des affrontements mortels à Mombasa, à Nairobi et dans la vallée du Rift.

Lorsque la violence a pris fin grâce à la médiation de la communauté internationale, les événements avaient fait plus de 1 000 morts et près de 300 000 déplacés, dont beaucoup vivaient dans les camps éparpillés autour d'Eldoret, de Naivasha et de Nakuru, dans la vallée du Rift, souvent à proximité de postes de police et d'églises.

Sécurité

En coopération avec le Gouvernement et la Croix-Rouge kényane, le PAM a distribué des vivres à ceux qui en avaient désespérément besoin, en puisant dans les stocks de biscuits protéinés destinés aux camps de réfugiés du Nord et en accélérant les livraisons en provenance de Mombasa. Du fait de l'insécurité, les convois de vivres ont dû être escortés dans bien des zones les plus affectées. Un détachement précurseur et des véhicules ont été rapidement dépêchés à Eldoret, ville initialement la plus touchée par la violence, et un hélicoptère de l'opération du PAM au Soudan a été réquisitionné pour aider à l'organisation de missions d'évaluation rapide.

En ville, le défi que devait relever le PAM et ses partenaires était tout autre: comment parvenir jusqu'à ceux qui avaient été le plus affectés par la violence et avaient le plus besoin d'assistance. Par l'entremise d'ONG locales, de groupes de la société civile, ou encore d'églises, le PAM a distribué à quelque

160 000 habitants des taudis et des bidonvilles de Nairobi et de Kisumu, à l'ouest du pays, les vivres dont ils avaient un besoin désespéré.

Bien qu'il ait été progressivement mis fin aux distributions dans les bidonvilles dès que la situation est revenue à la normale, le PAM a continué d'apporter son aide aux personnes déplacées des camps pendant une bonne partie de l'année puis à ceux qui se trouvaient dans des centres de transit alors qu'ils prenaient le chemin du retour, vers la fin de 2008.

L'opération a été menée alors que de vastes secteurs du nord et de l'est du Kenya étaient aux prises avec une féroce sécheresse dont souffraient quelque 900 000 personnes. Les événements en Somalie, de l'autre côté de la frontière, ont également entraîné au Kenya un vaste afflux de 60 000 réfugiés, ce qui est encore venu compliquer la tâche du PAM dans le pays.



Au sud d'Eldoret, au Kenya, les militaires aident à dégager la route pour que puisse passer l'aide alimentaire.



Le PAM distribue des vivres au Kényans déplacés par les troubles civils qui ont suivi les élections nationales.

Nutrition



Distribution de vivres du PAM aux enfants du Badakhshan, en Afghanistan.

AFGHANISTAN: LA FLAMBÉE DES PRIX AFFAME LES VILLES

Chaque mois, les camions affrétés par le PAM arrivent au centre de Kaboul pour y distribuer des vivres alors même que les marchés tout proches regorgent de fruits et de légumes frais et de viande fraîche. Les raisons de cette apparente contradiction sont simples. En Afghanistan, les aliments sont devenus si chers que beaucoup des pauvres vivant dans la capitale n'ont plus les moyens de se nourrir.

Bibi Shirin est du nombre. Veuve, la cinquantaine, elle vit à Kaboul avec ses sept enfants, dont un est handicapé, et deux petits-enfants. "Le prix du pain est passé de 4 à 20 afghanis", se plaint-elle, "et, pour ma famille, je n'ai de quoi acheter que pour deux jours de pain".

Bibi gagne environ 1 300 afghanis (à peu près 26 dollars) par mois en tissant des écharpes qu'elle vend au marché. "Habituellement, je pouvais sans difficulté acheter un kilo de sucre et une livre de thé mais, tout d'un coup, tout est devenu si cher que je n'arrive plus à nourrir ma famille comme il faut. Et en plus, j'ai de la chance, car je suis propriétaire. Pour les locataires, la vie est encore plus difficile".

Quand on lui parle des conséquences de devoir consacrer à l'alimentation une telle proportion de son maigre revenu, Bibi montre sa jambe et tire de son sac un bandage visiblement usé. "Je souffre de rhumatisme, ma bru est malade et mon fils handicapé est le plus souvent malade. Aujourd'hui, nous n'avons plus assez d'argent pour acheter des médicaments car les prix de la viande, du blé, des médicaments et du combustible ont tellement augmenté".

Il ressort des études réalisées conjointement par le PAM et divers organismes gouvernementaux en 2008 que, par suite de la hausse des prix des aliments et du combustible, 2,5 millions d'Afghans, soit près de la moitié des citoyens, avaient désormais besoin pour survivre d'une aide alimentaire et nutritionnelle. Pour faire face à la crise, le Gouvernement et le PAM ont lancé ensemble fin janvier un appel de fonds et lancé un programme d'alimentation en vue de distribuer près de 46 000 tonnes de blé à 1,1 million de citoyens.

La ration individuelle de 240 kg, distribuée sur une période de trois mois, s'adresse à quatre catégories de bénéficiaires:

- les ménages dirigés par un handicapé
- les ménages de huit personnes ou plus sans source sûre de revenus
- les rapatriés et les personnes déplacées récemment rentrés chez eux
- les ménages dirigés par une femme, un handicapé ou une personne âgée qui n'ont pas reçu d'aide alimentaire dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et de redressement en cours du PAM.

Pendant l'été, le Gouvernement et le PAM ont été obligés de lancer ensemble un autre appel de fonds lorsque la sécheresse a décimé la récolte, réduisant les rendements d'un tiers. Un deuxième programme d'alimentation a été lancé dans les villes pour distribuer une ration similaire à quelque 1,1 million de citoyens, comme la première fois.

Des études ont montré qu'au plus fort de la crise causée par l'envol des prix alimentaires, en 2008, certaines familles afghanes consacraient jusqu'à 85 pour cent de leurs revenus à l'alimentation, contre 56 pour cent en 2005.



À Nanakzai, en Afghanistan, le HCR et le PAM ont organisé un programme de promotion de l'apiculture et de distribution de vivres.

FACILITER LA SOUDURE DANS LE NORD DU DARFOUR

En août, le PAM a entrepris dans le nord du Darfour une ambitieuse campagne visant à assurer, comme chaque année, la soudure entre les récoltes, une saison pendant laquelle la malnutrition fait des ravages parmi les enfants. Pendant quatre mois, jusqu'à fin novembre, le PAM a distribué une ration mensuelle de 500 g d'huile végétale et de près de 5 kg d'aliments préparés et enrichis à 172 000 enfants du nord du Darfour, tous à l'âge vulnérable qui va de 6 mois à 5 ans.

La campagne a consisté en un programme général de supplémentation alimentaire en faveur des enfants, en complément des distributions générales de vivres. Elle a été lancée à titre préventif pour écarter les menaces qui pèsent sur la santé et la nutrition des enfants à une période de l'année qui est toujours précaire.

Même lorsque tout va bien, la faim est un problème chronique dans le nord du Darfour. Dans cette région, les taux de malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans dépassent systématiquement 20 pour cent pendant la saison de soudure, soit un taux nettement supérieur au taux de 15 pour cent

universellement reconnu comme signalant une situation d'urgence. Il ressort des enquêtes réalisées en 2008 immédiatement après la récolte que 56 pour cent de la population continuait de vivre dans l'insécurité alimentaire alors même que la nouvelle récolte venait d'être rentrée.

Initialement conçu pour 180 000 enfants, le programme de supplémentation alimentaire a été axé sur les mères et les dirigeants communautaires, qui ont reçu une formation pour les sensibiliser à la malnutrition et à sa corrélation avec l'alimentation, la santé et l'hygiène, et les familiariser avec la composition de la ration alimentaire préparée distribuée par le PAM, un mélange de lait écrémé en poudre, de sucre et d'aliment composé maïs-soja enrichi en vitamines, en minéraux et autres micronutriments essentiels.


L'aliment prémélangé avait été fabriqué et conditionné par une usine nouvellement construite à El Fasher, capitale du nord du Darfour, où trois mixeurs achetés en Afrique du Sud et transportés par avion en produisent chaque jour de 25 à 30 tonnes, sous la supervision du PAM, soucieux de veiller au contrôle de la qualité et à l'hygiène, comme il le fait pour les projets de ce type entrepris partout dans le monde, surtout lorsqu'il s'agit de lait écrémé en poudre, un produit périssable.

Si ce programme a pu être mis en œuvre, c'est grâce à la générosité des donateurs et, en particulier, à l'indispensable lait écrémé en poudre fourni par l'Australie et la Suisse. Premier programme de supplémentation alimentaire général de grande envergure entrepris dans le nord du Darfour, le projet ne cesse de prendre de l'ampleur. Les résultats apparaissant comme positifs, le PAM envisage en 2009 d'étendre le programme à plus de 300 000 enfants du sud et de l'est du Darfour.

Étant donné l'insécurité qui règne actuellement au Darfour, il est souvent très difficile d'exécuter les programmes de supplémentation alimentaire, surtout dans les régions rurales dépourvues d'infrastructures sanitaires. Mais le PAM est prêt à relever ce défi afin d'améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance des 6 millions de bénéficiaires auxquels il vient en aide au Soudan, dont 3 millions au Darfour seulement.



À El Fasher, dans le nord du Darfour, les petites Soudanaises apprécient beaucoup le *fatur* (petit déjeuner) qui leur est servi dans le cadre du programme scolaire d'alimentation et de formation de cuisinières.



Au Lesotho, le PAM distribue des vivres aux groupes les plus vulnérables, y compris les personnes vivant avec le VIH, les orphelins du sida, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les personnes âgées.

MAINTENIR LES ENFANTS À L'ÉCOLE AU LESOTHO

À voir Malintle Mantutle assurer la direction des élèves de son école, on imagine difficilement qu'elle puisse être autre chose qu'une enseignante. Mais il est impossible de devenir enseignant sans terminer ses études primaires, et la pauvreté et la faim l'ont presque obligée à y renoncer.

"L'instruction coûte cher et il n'était pas facile pour mes parents de m'envoyer à l'école", se rappelle-t-elle à 45 ans, surtout que toute somme destinée à l'école signifiait inévitablement moins d'argent pour nourrir la famille. "Mes cinq frères et sœurs et moi attendions avec impatience la rentrée, après les vacances, car nous étions assurés, grâce au PAM, d'avoir chaque jour un véritable repas".

Mantutle a été l'un des premiers enfants à bénéficier du programme d'alimentation scolaire lancé par le PAM au Lesotho à la fin des années 60. Depuis lors, ce programme a aidé des millions d'enfants souffrant de la faim qui, mieux nourris, ont vu s'ouvrir de meilleures perspectives d'avenir. Au Lesotho, quelque 80 000 enfants reçoivent encore chaque jour un repas chaud et nutritif. Chaque jour, le PAM nourrit dans le monde quelque 20 millions d'élèves dans 68 pays.

Mantutle est aujourd'hui directrice de l'école primaire de Maphutseng, tout en poursuivant ses études à l'école normale de l'Université nationale du Lesotho. Rien de tout cela n'aurait été possible sans le programme d'alimentation scolaire du PAM, ce qui aurait été une énorme perte non seulement pour Mantutle, mais aussi pour les générations d'élèves de l'école primaire qui, jour après jour, profitent de ses leçons et de ses conseils.

En dépit de ses riches ressources naturelles, la région d'Amhara, dans le nord-ouest de l'Éthiopie, connaît une insécurité alimentaire chronique liée à la faible productivité de l'agriculture pour cause de sécheresses récurrentes.

Faire face au changement climatique

CONSERVATION DES SOLS EN ÉTHIOPIE

Mohamed Hussein, du haut de la crête, montre la colline en terrasses qui, dit-il, "a totalement transformé ma vie".

Le champ remonte par terrasses à flanc de coteau sur les hautes terres d'Amhara, dans le nord de l'Éthiopie, pas très loin de la frontière avec la province voisine d'Afar. Nouvellement labouré, il a été semencé de sorgho, à l'exception d'une terrasse, à mi-pente, entièrement occupée par sept orangers lourdement chargés de fruits presque mûrs.

"Ceci n'était jadis qu'une ravine" se remémore cet agriculteur de 45 ans, montrant du bras les champs en contrebas. "À la saison des pluies, l'eau dévalait, emportant avec elle toute la terre fertile".

Tout cela a commencé à changer il y a cinq ans, lorsque la ravine de Mohamed a été sélectionnée pour faire partie d'un programme de gestion des ressources environnementales visant à favoriser la transition vers des moyens de subsistance durables

(MERET). Initiative conjointe du Gouvernement éthiopien et du PAM, le programme MERET tire son nom du mot amharique *meret*, qui désigne la terre.

Dans le cadre de ce programme, les communautés confrontées à l'insécurité alimentaire chronique participent à des activités de régénération de l'environnement et de création d'activités génératrices de revenus visant à améliorer les moyens de subsistance grâce à l'utilisation durable des ressources naturelles. Son principal objectif est de renforcer la résilience aux types de chocs qui ont ébranlé l'Éthiopie en 2008. Certains ont été économiques, comme la flambée des prix des produits alimentaires et des carburants; d'autres ont été environnementaux, comme la sécheresse prolongée liée selon les experts au changement climatique.

Parmi les nombreuses activités du programme figurent des mesures pour construire de nouvelles routes d'accès, remettre en état les routes existantes, reboiser les coteaux dénudés, régénérer les sources et les points d'eau, reconstruire et réaménager les terrasses à usage agricole.



Dans le sud de la région de la vallée du Rift, en Éthiopie, les bénéficiaires chargés de vivres quittent un point de distribution du PAM.

Faire face au changement climatique

Le PAM fournit les aliments distribués à tous ceux qui participent à l'exécution des projets: 3 kilogrammes de céréales par jour de travail pour chaque participant, pendant trois mois au maximum.

Le Programme fournit également les outils, les matériaux de construction et les autres instruments nécessaires ainsi que des services d'expert visant à renforcer les capacités locales, et enseigne aux agriculteurs les techniques les plus modernes.

Dans le cas de Mohamed, la régénération de sa ravine a commencé par la construction d'un mur de 2,5 mètres de hauteur, en bas du coteau, afin de retenir les ruissellements d'eau de pluie, et surtout la terre emportée. Chaque année, l'Éthiopie perd par suite de l'érosion 1,5 milliard de tonnes de terre arable – l'une des principales causes de l'insécurité alimentaire qui règne dans le pays.

Une fois ce mur en place, d'autres murs de soutènement ont progressivement été construits à intervalles réguliers à flanc de coteau. Ils ont retenu les eaux de pluie, qui ont pu ainsi s'infiltrer lentement dans le sol au lieu de dévaler la pente. Peu à peu, les terrasses se sont emplies d'une terre suffisamment profonde pour que Mohamed puisse y planter ses sept orangers.

Aujourd'hui, cinq ans plus tard, Mohamed possède un bien productif durable et de plus en plus rentable. "Avant, ce champ ne produisait jamais plus d'un quintal et demi (150 kilogrammes) de sorgho, mais l'an dernier j'ai récolté 100 quintaux [1 000 kilogrammes]".

Ses orangers lui fournissent une précieuse récolte d'appoint qui lui rapporte 3 000 birr éthiopiens (300 dollars). Avec cet argent, Mohamed a pu acheter des bêtes – sept moutons, deux bœufs, deux ânes et une vache – pour accroître son patrimoine. Il a également pu déménager de sa petite chaumière en pisé, au pied de la colline, pour installer sa femme et ses quatre enfants dans une nouvelle maison, près du sommet, équipée de fenêtres en bois et d'un toit en tôle ondulée qui abrite la famille de la pluie. Comme il le reconnaît, "nous vivons tellement mieux aujourd'hui".

Près de 400 000 autres Éthiopiens sont sans doute du même avis pour avoir participé à des projets MERET dans 213 autres localités du pays en 2008. Parmi les nombreuses réalisations du programme, l'une des moindres n'est pas la bonification de plus de 86 000 hectares de terres dégradées.

DES MAISONS À L'ABRI DES CRUES AU BANGLADESH

Quand Asma s'est mariée à l'âge de 16 ans, comme bien d'autres jeunes filles du Bangladesh, elle plaçait dans l'avenir les mêmes espoirs que toutes les jeunes mariées. Mais ses rêves ne devaient pas se matérialiser. Son nouveau mari, de sept ans son aîné, était malade et incapable de subvenir aux besoins de la famille. Asma, qui a aujourd'hui 34 ans, n'a eu d'autre choix que d'être le gagne-pain pour une famille de cinq personnes, qui comprend également ses deux fils Masud et Mamun, 10 et 4 ans, et sa fille Kona, 6 mois.

La vie était d'autant plus difficile que la famille vivait dans un village situé au bord de la Teesta dans le nord du Bangladesh, une région particulièrement exposée à l'insécurité alimentaire. Pendant la mousson, les crues du cours d'eau entraînent des inondations et une forte érosion des sols. Asma, comme des milliers de ses voisins, a dû déménager plusieurs fois après que son minuscule logement en pisé eut été emporté.

"Ma vie n'était faite que de cauchemars. Lorsque les prix des produits alimentaires ont augmenté et que celui du riz a atteint 35 taka [0,52 dollars] le kilo, nous avons dû commencer à sauter deux repas par jour, et je n'avais plus les moyens d'envoyer les enfants à l'école", explique Asma.

Asma s'est inscrite pour participer au projet d'amélioration de la résilience, l'un des programmes lancé par le PAM en collaboration avec le Gouvernement du Bangladesh et des ONG pour améliorer la préparation aux catastrophes naturelles et les interventions en cas de catastrophes. Asma a pris part, dans le cadre de programmes Vivres pour la formation, à un cours obligatoire de six mois sur la préparation aux catastrophes, qui l'a aidée à évaluer et à atténuer les risques de catastrophe ainsi qu'à acquérir les nouvelles compétences qui lui permettront de gagner sa vie. Pendant toute la durée de sa participation au projet, Asma a reçu chaque jour 2,5 kilogrammes de riz et 37,5 taka.

Asma et 34 de ses voisins et voisines ont ensuite décidé d'installer leurs maisons au-dessus du niveau des crues, travail éreintant pour lequel ils ont dû transporter 550 mètres cubes de terre – un poids de près de 2 tonnes – prélevés sur les berges du



Dans le nord du Bangladesh, les résidents sinistrés par les inondations vivent en réfugiés là où se trouvaient naguère leurs villages. À Kurigram, cette famille continue de vivre dans son logement inondé.



Ces femmes et leurs familles, sinistrées par de graves inondations, bénéficient des distributions de farine de blé enrichie dans le nord du Bangladesh.

cours d'eau. Les fondations de la nouvelle maison d'Anna ont été reconstruites un peu plus en hauteur. L'habitation a été construite en 14 jours, à un coût de 700 dollars seulement.

Depuis 2001, 1,3 million de femmes ont reçu une formation à la préparation aux catastrophes et 30 000 maisons ont été reconstruites sur un terrain plus élevé, dont 4 000 dans le cadre du programme d'amélioration de la résilience. Asma a retrouvé l'espoir: "En participant au projet, j'ai pu reconstruire ma maison

avec l'aide du PAM et de mes camarades. Désormais, les inondations ne pourront plus emporter tout ce que nous avons. Je pourrai me consacrer tout entière à mon projet d'élevage de vaches. Les enfants ont repris l'école. Et, surtout, j'ai des rêves d'avenir".

Le Bangladesh est l'un des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Selon les experts, l'évolution du climat pourrait affecter plus de 70 millions de Bangladais du fait de la situation géographique, de la faible altitude, de la forte démographie, du manque d'infrastructures, de l'incidence élevée de la pauvreté et de la dépendance élevée à l'égard des ressources naturelles qui caractérisent le pays.

Au Bangladesh, le PAM aide les communautés à s'adapter au changement climatique depuis plus de 20 ans. En partenariat avec le Gouvernement, il a planté 37 millions d'arbres et a aidé à créer ou à remettre en état:

- 25 000 kilomètres de routes au-dessus du niveau des crues
- 11 000 kilomètres de digues le long des cours d'eau et des côtes
- 4 000 kilomètres de canaux de drainage et d'irrigation
- 2 300 hectares de mares et bassins piscicoles
- 1 000 citernes d'eau potable
- 400 citernes de collecte et de conservation de l'eau de pluie dans les régions exposées à la sécheresse

L'avion au service de l'aide alimentaire



Les avions des Nations Unies au Sud-Soudan, indispensables pour transporter les vivres, le fret et les agents humanitaires là où les besoins sont les plus grands.

TRANSPORT DES SECOURS

Lorsqu'une crise survient, l'avion est souvent la seule solution pour apporter l'aide qui sauvera des vies humaines. Opérant pour le compte de l'ensemble de la communauté des organismes humanitaires, le service de transport aérien du PAM est parmi les premiers à réagir et à transporter le personnel de secours et les cargaisons jusqu'aux régions les plus difficiles et les plus reculées du globe.

En 2008, avec 58 aéronefs affrétés pour des opérations de longue durée, le service de transport aérien du PAM a, à l'occasion de 73 opérations stratégiques, effectué 47 000 heures de vol, transporté 360 000 passagers et 15 200 tonnes de fret, à un coût de près de 155 millions de dollars. En 2008, le service de passagers, connu sous le nom de Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS), a transporté 12 pour cent de passagers de plus qu'en 2007 – personnel d'organismes des Nations Unies (60 pour cent), d'ONG partenaires (30 pour cent), de donateurs et de médias (10 pour cent). Des vols spéciaux ont été assurés pour transporter des produits alimentaires et d'autres articles pour le compte de l'UNICEF, du HCR, de la FAO, d'ONG partenaires et d'autres organisations.

Des opérations spéciales de transport aérien ont été lancées également pour faire face aux crises survenues en Haïti, à Madagascar, au Mozambique et au Myanmar. Au Myanmar seulement, il a été affrété 10 hélicoptères pour transporter plus de 20 000 passagers et 5 000 tonnes de secours pendant une opération qui a duré huit mois. Des évacuations pour raisons de santé ou de sécurité ont également eu lieu au Mozambique, au Myanmar, en Somalie, au Soudan et au Tchad. C'est au Soudan que le PAM a continué de mener la plus vaste, et de loin, de ses opérations de transport aérien. En 2008, UNHAS Soudan a transporté 207 000 personnes et 1 600 tonnes de fret à bord de 18 avions et 5 hélicoptères, soit au total 23 000 heures de vol. Le coût total de l'opération a été de 56 millions de dollars.

Dans une déclaration publique de soutien au travail de l'UNHAS au Soudan, 14 organismes internationaux d'aide alimentaire ont souligné que "pour une large part, les efforts que [nous avons] déployés pour faire face aux énormes besoins humanitaires et besoins de développement partout au Soudan n'auraient pas été possibles en l'absence de ces vols ... Pendant des mois, de vastes

régions sont inondées et totalement inaccessibles. Si UNHAS n'était pas là pour faire arriver l'assistance par voie aérienne, il serait absolument impossible de satisfaire les besoins dans ces régions".

En dépit de l'augmentation des besoins, le service de transport aérien du PAM a été confronté à de graves pénuries de ressources en 2008. La République centrafricaine a réduit le nombre d'appareils en service et certains vols au Soudan ont dû être temporairement suspendus, faute d'argent. Les fonds affectés aux opérations au Niger, à Sri Lanka et dans les régions côtières de l'Afrique de l'Ouest demeurent très insuffisants.

Ailleurs, le PAM a poursuivi sa collaboration avec la société de services logistiques TNT, avec des formations dans le domaine aérien pour 290 participants du PAM, d'autres organismes des Nations Unies, d'ONG et de diverses autorités nationales de l'aviation civile. Le PAM a continué de resserrer sa coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge dans les domaines des opérations sur le terrain et de la sécurité des transports aériens. Le Groupe de la sécurité aérienne du PAM s'est aussi employé activement à renforcer les capacités des services nationaux de l'aviation civile de différents pays d'Afrique et d'Asie et a organisé des cours de gestion des mesures de sécurité en collaboration avec l'Organisation de l'aviation civile internationale.



Ces deux hélicoptères – eux-mêmes transportés à bord d'un gros avion de transport des forces de défense australiennes – quittent l'Afrique du Sud pour la Thaïlande, où ils joueront un rôle essentiel dans les opérations de secours du PAM au Myanmar.

Financement et ressources

Les aliments provenant de cette meunerie administrée par le PAM à Rangpur (Bangladesh), sont distribués aux personnes vulnérables qui ne peuvent pas subvenir à leurs propres besoins.

Les contributions versées au PAM en 2008 ont dépassé 5 milliards de dollars, chiffre jamais atteint précédemment. Sur ce total, plus de 1 milliard de dollars provient de l'appel extraordinaire lancé au mois de mars pour faire face à l'impact de la flambée des prix des produits alimentaires et des carburants et auquel ont répondu 28 donateurs. La plus grosse contribution (500 millions de dollars) a été celle du Royaume d'Arabie saoudite.

Les donateurs ont apporté un solide appui aux opérations d'urgence, et 85 pour cent des besoins ont été couverts. Tel a également été le cas des opérations de développement, avec un taux de couverture de 84 pour cent, mais 70 pour cent seulement des ressources requises pour la mise en œuvre des IPSR ont pu être mobilisées. Les opérations spéciales ont été moins appuyées – les contributions n'ont couvert que 60 pour cent des besoins, encore que certaines ressources supplémentaires aient été mobilisées grâce à la prestation de services locaux pour la communauté humanitaire.

Les contributions versées pour les activités de développement ont atteint 406,2 millions de dollars en 2008, montant le plus élevé enregistré depuis 2000, en augmentation de 45 pour cent par rapport à 2007. Le nombre de donateurs a augmenté lui aussi, 41 donateurs ayant appuyé les opérations de développement en 2008, dont plusieurs gouvernements bénéficiaires; en proportion des contributions totales, toutefois, les contributions versées pour des activités de développement sont tombées au niveau le plus bas enregistré jusqu'à présent.

En 2008, 82 pour cent des contributions ont été destinées à un emploi spécifique, ou affectées spécifiquement à l'appui de certaines opérations ou de certaines activités, tandis que 18 pour cent ont été des contributions multilatérales, c'est-à-dire des contributions non affectées à un programme particulier, contre 9,5 pour cent seulement en 2007. Cette évolution est encourageante, étant donné que les contributions multilatérales donnent au PAM une souplesse accrue pour allouer les fonds là où ils sont les plus nécessaires.

Près des quatre cinquièmes des contributions multilatérales – 526 millions de dollars – ont été affectés à des opérations de secours. Ainsi, ces contributions ont été utilisées pour appuyer des interventions dans 77 pays.

La plus large part des contributions à emploi spécifique, c'est-à-dire 67 pour cent, est allée aux opérations en Afrique, les pays d'Asie venant au deuxième rang avec 22 pour cent. Les pays du Moyen-Orient ont reçu 7 pour cent de ce financement et les pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud 4 pour cent.

Une part plus élevée des contributions a été reçue dans les premiers mois de l'année. Fin mars, les contributions confirmées dépassaient de 19 pour cent ce qu'elles avaient été en mars 2007 et, en juin, étaient près de deux fois plus élevées qu'un an auparavant.

En 2008, des accords de jumelage ont permis à six gouvernements de verser au PAM des contributions en nature de 75 800 tonnes de produits alimentaires, qui ont ensuite donné lieu à des contributions de contrepartie en espèces de 12 millions de dollars d'autres donateurs afin de couvrir les dépenses auxiliaires et de pouvoir recouvrer intégralement les coûts. Le PAM a ainsi pu recevoir des quantités accrues de produits et nourrir plus rapidement un plus grand nombre de bénéficiaires.

En outre, le PAM a reçu 137 millions de dollars de contributions bilatérales pour des programmes ne faisant pas partie de son programme de travail ordinaire.

Le nombre de pays donateurs a continué d'augmenter et a atteint 98 à la fin de l'année, dont 66 ne faisaient pas partie de l'Organisation de coopération et de développement économiques. En outre, 9 pays appuyaient le PAM pour la



Une petite fille reçoit des vivres dont elle a grand besoin dans un centre de distribution installé par le PAM dans le camp de personnes déplacées d'Al Salam, au Nord-Darfour (Soudan).

Financement et ressources



Dans cette école du Libéria, les élèves reçoivent des repas financés par l'Arabie saoudite dans le cadre du programme d'alimentation scolaire du PAM.

première fois: Argentine, Burkina Faso, Burundi, Iraq, Mali, Mexique, République de Guinée, République-Unie de Tanzanie et Timor-Leste.

Un autre élément positif a été l'augmentation des contributions versées par les pays bénéficiaires. En 2008, 38 gouvernements donateurs qui recevaient également une assistance du PAM ont versé pour près de 140 millions de dollars de contributions, contre 20 pays donateurs et 56 millions de dollars en 2003.

En dépit de cet élargissement de la base de donateurs, la majeure partie des ressources est venue d'un nombre limité de donateurs. Pendant l'année, les 10 plus gros donateurs ont représenté 82 pour cent des ressources reçues, suivant en cela la tendance des années précédentes. L'Arabie saoudite, l'Espagne et divers Fonds des Nations Unies sont venus se classer parmi les 10 premiers donateurs du PAM. Les 20 plus gros donateurs ont représenté 96 pour cent du total des contributions et le montant moyen des contributions, tous pays donateurs confondus, est passé de 31 millions en 2007 à plus de 51 millions de dollars en 2008.

Le PAM a pris part en 2008 à 11 procédures d'appel global, 12 appels éclair et 13 appels classés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU dans la catégorie "Autres appels".

Les 7 milliards de dollars requis par le PAM ont représenté 38 pour cent du montant total des procédures d'appel global et des appels éclair lancés en 2008. Le PAM a reçu 94 pour cent des ressources demandées dans le cadre de ces appels.

Le secteur de l'alimentation a été relativement privilégié dans les procédures d'appel global, et 87 pour cent des ressources requises ont pu être mobilisées en 2008. Le PAM a été le principal destinataire des contributions versées pour faire face aux besoins alimentaires. L'impact des interventions du PAM dans le domaine de la nutrition s'est néanmoins trouvé amoindri par l'insuffisance des ressources fournies pour des secteurs connexes comme l'approvisionnement en eau potable et les services de santé de base.

Les rentrées de 2008 ont atteint 5,1 milliards de dollars, dont 61 pour cent sous forme de contributions en espèces et 39 pour cent sous forme de contributions en nature. Les dépenses totales de l'année ont été de 3,7 milliards de dollars. Le solde, soit 1,4 milliard de dollars, a été mis en réserve pour couvrir les sommes dues à des fournisseurs et d'autres engagements; il a été versé à des fonds d'affectation spéciale pour la réalisation de certains programmes ou a été conservé sous forme de liquidités pour faire face à un mois de dépenses de fonctionnement.



Le PAM collabore étroitement avec son partenaire local, Concern, pour surveiller les distributions de vivres au Zimbabwe.

Partenariats



Les résidents aident à la distribution des vivres au camp d'Horebo, dans l'est de la République démocratique du Congo.

PARTENAIRES DU SECTEUR PRIVÉ

L'année 2008 a été pour le PAM une année marquée par des jalons majeurs pour ce qui est de l'appui fourni par le secteur privé. Au début de l'année, le Conseil d'administration a approuvé pour les dix années à venir l'objectif à atteindre et la stratégie à suivre pour élargir les partenariats avec le secteur privé et la mobilisation de fonds dans ce secteur.

Une grande société d'envergure mondiale a rejoint le PAM pendant l'année et les dirigeants d'un grand nombre d'entreprises du secteur alimentaire se sont déclarés tout à fait disposés à aider le PAM à diversifier son assortiment alimentaire en y incorporant des produits prêts à l'usage. Deux fondations ont renforcé leur soutien, le nombre de donateurs contactés en ligne a augmenté de façon exponentielle et les dons en espèces ont triplé.

À la fin de l'année, différentes sociétés et fondations avaient versé au PAM pour 145 millions de dollars de contributions en espèces, dont une subvention de 66 millions de dollars de la Fondation Bill & Melinda Gates pour le programme Achats au service du progrès.

Dans le droit fil des efforts que le PAM continue de déployer pour rehausser sa visibilité aux yeux du public et collecter des fonds auprès de particuliers, la deuxième année de la Campagne mondiale contre la faim menée par Yum! Brands a donné des résultats encore meilleurs que la première. Les restaurants et les pays ont été plus nombreux à participer à la Campagne, en particulier en Europe et au Moyen-Orient. Yum! Brands a également renforcé son engagement à l'égard du PAM lors de la Clinton Global Initiative à New York, quand son PDG, David Novak, s'est engagé à verser au cours des cinq prochaines années 80 millions de dollars au PAM et aux autres organismes qui participent à la lutte contre la faim.

La société Unilever, depuis longtemps associée au Programme, a accru le nombre de ses campagnes et huit nouveaux pays ont mobilisé des fonds et mené des campagnes de sensibilisation aux services des programmes d'alimentation scolaire du PAM. Le PAM est également devenu la pierre angulaire du programme de responsabilité sociale de l'entreprise en Europe.

Avec la nouvelle tendance de la diversification de l'assortiment alimentaire du PAM, l'équipe chargée des partenariats avec le

secteur privé a collaboré avec nombre d'industriels pour explorer les possibilités de partenariats, effort qui a débouché sur le renouvellement de l'accord conclu avec Kemin Industries, qui doit appuyer un programme de contrôle de la qualité et fournir des avis d'experts aux bureaux de pays du PAM en matière de technologies alimentaires.

Indépendamment de la mise au point de nouveaux sachets de micronutriments en poudre pour l'enrichissement des aliments à la maison, la société DSM a resserré son association avec le PAM en apportant directement un appui aux victimes du cyclone au Bangladesh.



Le village de Kurigram, dans le nord du Bangladesh, lutte pour reprendre pied après les graves inondations qui ont encore réduit leurs moyens de subsistance.

L'équipe chargée des technologies de l'information et des communications (TIC) dans les situations d'urgence a bénéficié directement du nouveau partenariat de trois ans établi avec la Fondation Vodafone – Fondation pour les Nations Unies. Ce partenariat, qui a pour but de déployer rapidement des services TIC dans les zones touchées par des catastrophes, a permis de mettre sur pied cinq opérations d'urgence en 2008 et a appuyé la formation interorganisations d'experts des TIC du monde entier.

TNT, première entreprise associée au PAM, a continué d'appuyer les programmes d'alimentation scolaire et de fournir une aide précieuse en tant que partenaire logistique de réserve en cas de crise, par exemple en Haïti et au Myanmar. L'appui de TNT a également permis au PAM d'avoir, cette année encore, une solide présence au Forum économique mondial de Davos.

Partenariats



Les femmes récoltent ce qu'elles peuvent dans les fermes de Kampala, en Ouganda.

Lorsque la flambée des prix des produits alimentaires a menacé l'exécution des programmes du PAM, au milieu de l'année, le secteur privé a réagi, avec une importante contribution de la Fondation Bill & Melinda Gates destinée à l'Afrique de l'Ouest. Comme la Fondation Gates, la Fondation Howard G. Buffett a versé une contribution substantielle à l'initiative Achats au service du progrès du PAM, ce qui a porté à 12 millions de dollars le montant total de ses contributions au projet au cours des deux dernières années. Pour la sixième année de suite, la Dutch Postcode Lottery a renouvelé son soutien au Niger.

L'Internet a été un autre secteur de croissance en 2008 et a apporté plus de 2 millions de dollars, soit près de deux fois plus qu'en 2007. La mobilisation de fonds en ligne sur le site www.wfp.org a été l'un des principaux éléments de la vaste campagne "Une tasse remplie = Un enfant nourri" lancée à l'appui des programmes d'alimentation scolaire du PAM.

Outre les 145 millions de dollars en espèces mobilisés auprès du secteur privé, le PAM a reçu 49 millions de dollars de dons

en nature, sous forme par exemple de services de publicité et de consultance.

La base de donateurs privés du PAM s'est considérablement élargie en 2008 et des contributions ont été reçues de 150 donateurs (contre 84 en 2007), 41 pour cent des dons venant d'entreprises et 39 pour cent de fondations.

Les États-Unis sont demeurés la première source de donateurs privés, suivis par l'Europe, Pays-Bas en tête. Des fonds du secteur privé sont allés aux opérations du PAM partout dans le monde, mais l'Afrique est la région qui a reçu l'appui le plus substantiel. Par ailleurs, près de 7 millions de dollars ont été mobilisés pour les opérations d'urgence du PAM au Myanmar.

Le modèle d'autofinancement de la Division des partenariats avec le secteur privé continue de se développer et les frais de gestion facturés aux donateurs privés ont quadruplé. En 2008, leur montant total a dépassé 3 millions de dollars.



Un agriculteur examine le maïs qu'il a récolté à Kapchorwa, en Ouganda.

Annexes



Un cargo transportant l'aide alimentaire du PAM arrive au port de Mogadiscio, escorté par un navire de la Marine néerlandaise.



	2005				2006				2007				2008*								
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	
GRAND TOTAL	258 884	2 282 892	196 724	23	2 892 401	268 210	1 962 307	236 336	11 764	2 664 994	309 318	2 005 656	166 244	272 090	2 753 308	292 112	2 733 744	200 252	309 639	3 535 746	
AFRIQUE SUBSAHARIENNE																					
Angola	-	43 986	6 793	-2	50 777	-	21 210	6 844	-	28 054	-	3 457	839	-	4 296	-	3 503	-	-	-	3 503
Bénin	2 124	942	-	-	3 067	2 266	875	-	-	3 141	2 336	528	-	-	2 864	4 333	294	-	-	-	4 627
Burkina Faso	2 766	833	-	100	3 699	5 199	605	-	394	6 199	4 027	6 864	-	855	11 747	4 668	8 531	-	982	-	14 182
Burundi	-	37 603	1 096	2 119	40 818	-	46 029	876	65	46 970	-	38 257	0	456	38 713	-	31 738	-	108	-	31 845
Cameroun	1 050	951	-	-	2 001	1 625	1 115	-	0	2 740	1 953	1 402	-	1	3 356	2 057	5 997	698	-	-	8 752
Cap-Vert	557	-	-	-	557	932	-	-	-	932	789	-	-	-	789	673	-	-	-	-	673
République centrafricaine	1 698	2 004	-	-	3 702	2 675	4 345	209	-	7 228	2 147	19 768	3 104	-	25 019	2 641	28 948	4 570	-	-	36 160
Tchad	2 460	41 806	5 987	-	50 254	4 271	46 270	4 767	-	55 308	4 669	62 028	5 615	-	72 312	3 815	78 844	12 056	-	-	94 714
Congo	-	3 983	-	-	3 983	-	2 748	-	-	2 748	-	2 808	-	-	2 808	-	3 411	-	-	-	3 411
Rép. dém. du Congo	-	59 007	3 016	-	62 023	-	43 464	4 409	-	47 874	-	71 776	4 459	-	76 234	-	93 902	7 422	-	-	101 323
Côte d'Ivoire	-	21 892	1 795	619	24 306	-	21 058	2 466	267	23 791	-	23 289	270	288	23 847	-	16 286	257	-	-	16 543
Djibouti	1 103	3 943	-	-	5 046	1 089	4 208	-	-	5 297	1 488	3 125	-	-	4 613	701	7 526	-	-	-	8 227
Érythrée	-	64 364	-	-	64 364	-	-9 904	-	-	-9 904	-	241	-	-	241	-	137	-	-	-	137
Éthiopie	25 031	311 209	-	-	336 239	19 037	174 461	882	-	194 380	17 836	148 862	164	2 040	168 902	19 658	261 831	2 578	3 337	-	287 404
Gambie	2 138	10	-	-	2 148	2 037	92	-	-	2 129	1 919	896	-	-	2 815	2 933	916	-	-	-	3 849
Ghana	2 818	2 099	-	-	4 918	1 892	1 369	-	-	3 261	2 275	1 838	316	-	4 430	2 779	6 218	284	-72	-	9 209
Guinée	3 242	9 005	208	-	12 455	3 004	7 493	165	-	10 662	4 149	6 848	929	14	11 940	5 895	13 209	621	8	-	19 733
Guinée-Bissau	-	3 110	-	-	3 110	-	3 844	-	-	3 844	-	5 078	-	-	5 078	-	3 316	-	-	-	3 316
Kenya	16 417	63 551	-	-	79 968	17 180	134 400	1 553	-	153 134	28 532	153 561	8 205	-	190 298	25 022	136 528	681	61	-	162 293
Lesotho	2 630	19 458	-	-	22 088	2 876	7 761	-	-	10 638	1 331	10 199	-	128	11 658	1 368	9 355	-	204	-	10 927
Libéria	-1	35 141	150	-	35 290	-	33 832	450	-	34 282	-	31 477	3 166	206	34 850	969	27 277	3 727	7	-	31 980
Madagascar	4 472	1 796	-	693	6 960	3 425	525	-	64	4 014	3 966	9 327	598	0	13 891	4 554	7 891	675	-	-	13 120
Malawi	6 004	54 996	-99	360	61 261	6 743	41 785	-	136	48 664	12 809	30 402	-	1	43 212	12 823	15 961	-	74	-	28 858
Mali	6 834	9 934	-	257	17 025	3 662	12 662	-	572	16 897	3 544	8 360	-	1 237	13 142	4 565	6 880	-	2 133	-	13 577
Mauritanie	3 888	14 973	-	-	18 861	3 753	9 768	-	-	13 521	4 519	14 693	-	-	19 212	6 993	20 666	-	-	-	27 659
Mozambique	13 855	31 615	-	-	45 470	7 504	29 365	-	2	36 871	12 832	22 206	2 509	95	37 643	9 231	29 813	2 909	102	-	42 055
Namibie	-	791	-	-	791	-	2 488	-	-	2 488	-	6 369	-	-	6 369	-	3 313	-	-	-	3 313
Niger	6 595	37 290	184	-	44 069	6 602	31 519	35	-	38 157	5 813	16 853	-	-	22 666	10 997	18 394	1 990	-	-	31 382
Rwanda	5 445	13 323	-	-	18 768	5 196	17 396	-	-	22 592	6 794	8 711	-	-	15 505	7 477	11 586	-	279	-	19 343
Sao Tomé-et-Principe	768	-	-	-	768	816	-	-	-	816	956	-	-	-	956	635	-	-	-	-	635

	2005				2006				2007				2008*				
	Développement	Secours	Opér. spéciales bilatérales	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales bilatérales	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales bilatérales	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales bilatérales	Total	
Sénégal	3 361	2 860	-	6 221	3 464	2 703	-	6 167	2 853	3 557	-	8	3 458	5 101	-	8 559	
Sierra Leone	4 127	9 128	75	13 330	4 275	5 753	90	10 118	4 885	7 335	123	7	3 392	11 169	242	14 803	
Somalie	-	22 761	-	22 761	-	53 465	-	53 465	-	64 508	3 169	-	-	168 086	10 696	178 781	
Afrique du Sud	480	-	-	480	893	-	-	893	894	-	-	-	-10	77	-	67	
Soudan	4 400	569 691	110 879	684 970	3 191	465 543	88 897	557 631	3 340	463 199	98 693	23 653	5 375	531 255	91 546	635 316	
Swaziland	-	10 779	-	10 774	-	8 136	-	8 136	-	11 155	-	-	-	9 432	-	9 432	
Togo	-	289	-	289	-	465	-	465	-	1 836	59	-	-	3 817	217	4 034	
Ouganda	6 791	103 932	-	110 744	4 557	98 696	-	103 253	3 437	107 029	2 440	234	4 228	113 236	363	117 827	
Rép.-Union de Tanzanie	6 092	37 556	-	43 649	5 409	33 199	-	38 608	8 683	31 004	-	33	6 684	22 345	-	29 233	
Zambie	8 147	43 863	-	52 010	6 501	53 634	-	60 135	5 205	13 654	-	-	7 438	19 090	0	26 529	
Zimbabwe	-	67 450	-	67 998	-	98 870	-	98 870	-	97 913	-	25	-	155 610	-	155 610	
Autres dépenses régionales	409	4 346	106	4 861	66	6 621	757	7 444	20	3 173	123	-14	0	958	349	1 307	
TOTAL POUR LA RÉGION	145 704	1 762 296	130 188	4 688 2 042 876	130 139	1 517 868	112 399	1 501 1 761 907	154 001	1 513 588	134 782	29 269	165 351	1 892 447	141 532	2 214 246	
ASIE																	
Afghanistan	-	92 260	1 779	94 040	-	81 938	12 934	94 872	-	118 893	14 821	6	-	189 836	14 636	369	204 841
Bangladesh	16 629	18 247	-	35 938	42 113	4 125	-	49 521	65 185	12 387	-	1 858	33 119	62 476	-	-658	94 938
Bhoutan	2 287	-	-	2 287	1 694	-	-	1 694	3 711	-	-	-	2 210	-	-	-	2 210
Cambodge	1 641	7 159	-	9 158	1 943	11 238	-	13 940	2 028	13 459	-	2 883	1 777	18 059	-	351	20 187
Chine	9 933	-	-	9 933	181	-	-	181	-	-	-	-	-	402	-	-	402
Inde	12 721	266	-	12 986	14 990	-	-	14 990	14 879	-	-	6 403	8 855	577	-	9 696	19 128
Indonésie	-	103 392	29 008	133 775	-	63 145	27 047	92 026	-	36 876	5 171	2 989	-	24 290	1 007	728	26 025
Pôle d'Islamabad	-	-66	-0	-67	-	-	-	-	-	49	-	-	-	-	-	-	-
Rép. pop. dém. de Corée	-	55 402	8	55 410	-	9 964	-	9 964	-	33 699	-	-	-	73 026	-	-	73 026
Rép. dém. pop. lao	3 849	815	-	4 664	3 092	1 305	-	4 397	4 356	2 965	-	-	5 788	3 648	-	-	9 436
Maldives	-	2 096	2 623	4 719	-	366	2 943	3 309	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Myanmar	-	9 119	-	9 119	-	9 527	-	9 527	-	11 307	-	-	-	54 559	26 606	-	81 165
Népal	10 919	5 762	228	16 909	15 215	9 599	531	25 345	15 703	21 463	152	-	6 238	38 150	-	-	44 388
Pakistan	12 748	19 511	17 517	49 776	14 497	45 346	53 438	113 281	14 368	11 187	4 171	85	24 623	21 829	260	79	46 792
Philippines	-	-	-	-	-	4 551	-	4 551	-	11 588	-	-	-	8 327	-	-	8 327

	2005				2006				2007				2008*			
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	
Sri Lanka	278	53 482	7 041	-	60 801	592	22 175	824	-	23 591	1 376	38 070	3 329	213	42 988	
Thaïlande	-	400	-	-	400	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Timor-Leste	-	1 331	-	-	1 331	-	7 275	-	-	7 275	-	8 576	-	-	8 576	
Autres dépenses régionales	43	9 893	5 138	-	15 074	-	4 091	1 568	-	5 659	-	-	451	-	55	
TOTAL POUR LA RÉGION	71 047	379 069	63 343	2 794	516 254	94 317	274 646	99 285	5 877	474 125	121 606	320 518	28 096	14 436	484 657	
EUROPE ORIENTALE ET CEI																
Albanie	-	2 103	-	-	2 103	-	8	-	-	8	-	-	-	-	-	
Arménie	-	2 345	-	-	2 345	-	2 725	-	-	2 725	-	5 388	-	-	5 388	
Azerbaïdjan	-	5 548	-	-	5 548	-	5 084	-	-	5 084	-	7 836	-	-	7 836	
Géorgie	-	4 622	-	-	4 622	-	4 589	-	-	4 589	-	4 381	-	6	4 387	
Kirghizistan	-	4	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	69	
Fédération de Russie	-	8 019	-	-	8 019	-	5 931	-	-	5 931	-	8 212	-	-	8 212	
Serbie-et-Monténégro	-	-	-	-	-	-	-3	-	-	-3	-	-	-	-	-	
Tadjikistan	-	13 234	-	-	13 234	-	13 709	-	-	13 709	-	7 780	-	-	7 780	
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL POUR LA RÉGION	-	35 874	-	-	35 874	-	32 044	-	-	32 044	-	33 597	-	6	33 603	
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																
Barbade	-	-	-	-	-	-	166	18	-	184	-	28	36	-	64	
Belize	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	145	-	-	145	
Bolivie	3 632	646	-	-	4 279	3 500	1 452	-	-	4 952	3 325	3 968	-	306	7 599	
Colombie	-	11 041	-	-	11 041	0	12 544	-	-	12 544	-	15 480	-	3 858	19 338	
Cuba	5 750	1 840	-	-	7 590	4 245	862	-	-	5 106	2 036	265	-	-	2 301	
République dominicaine	19	-0	-	-	19	2	-	-	-	2	-	569	-	-	569	
Équateur	-	204	-	-	204	-	1 146	-	-	1 146	-	890	144	63 433	64 467	
El Salvador	705	1 403	-	-	2 107	422	1 871	1	-	2 293	1 226	1 431	77	-	2 734	
Guatemala	2 164	6 819	-	-	8 983	879	14 169	-	-	15 048	2 423	4 132	-	-	6 555	
Guyana	-	245	-	-	245	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL POUR LA RÉGION	-	245	-	-	245	-	14 169	-	-	15 048	2 423	4 132	-	-	6 555	
TOTAL POUR LA RÉGION	-	3 057	-	-	3 057	-	3 057	-	-	3 057	-	3 057	-	-	3 057	
TOTAL POUR LA RÉGION	-	2 186	-	-	2 186	-	2 186	-	-	2 186	-	2 186	-	-	2 186	
TOTAL POUR LA RÉGION	-	300	-	-	300	2	300	-	-	300	2	300	-	-	3 837	
TOTAL POUR LA RÉGION	-	5 291	-	-	5 291	2 874	5 291	-	-	5 291	2 874	5 291	-	-	8 165	
TOTAL POUR LA RÉGION	-	11 046	-	-	11 046	-	11 046	-	-	11 046	-	11 046	-	-	11 046	
TOTAL POUR LA RÉGION	-	37 192	-	-	37 192	-	37 192	-	-	37 192	-	37 192	-	-	37 747	

(en milliers de dollars)

	2005				2006				2007				2008 ¹					
	Développement	Secours	Opér. spéciales bilatérales	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales bilatérales	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales, fonds d'affectation spéciale et autres ²	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales, fonds d'affectation spéciale et autres ²	Total
Haïti	7 651	13 520	302	21 473	4 748	9 938	-	14 687	11 200	10 542	-	-	21 742	1 649	50 455	7 419	-	59 523
Honduras	1 530	2 112	-	3 643	788	1 134	-	1 922	4 269	1 445	-	17 262	22 976	1 894	966	-	-3 844	-983
Jamaïque	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32	-	-	32	-	1	-	-	1
Mexique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	112	-	-	112	-	314	-	-	314
Nicaragua	6 828	2 255	-	9 082	7 639	2 777	-	10 416	2 371	5 226	-	-	7 597	8 658	7 236	-	-	15 893
Panama	-	-	-	-	-	281	575	856	-	17	17	-	34	-	53	2	-	55
Pérou	3 207	1 103	-	4 309	1 351	0	-	1 352	1 816	4 474	-	13 934	20 223	4 191	4 945	-	43 239	52 375
Autres dépenses régionales	345	-	159	504	869	-	608	1 478	1 511	20	198	-	1 729	1 737	113	1	-	1 851
TOTAL POUR LA RÉGION	31 831	41 188	461	73 480	24 442	46 339	1 202	71 984	30 177	48 776	473	98 793	178 219	26 771	100 697	7 485	123 739	258 692
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD																		
Algérie	-	11 330	-	11 330	-	10 411	-	10 411	-	13 278	-	6	13 285	-	22 776	-	-	22 776
Égypte	4 452	-	-	4 452	1 389	112	-	1 501	1 568	-	-	2 684	4 251	4 536	-	-	-	4 536
Iran	-	763	-	763	-	384	-	384	-	826	-	-	826	-	1 238	-	-	1 238
Iraq*	-	18 553	374	28 940	-	5 851	1 420	7 271	-	12 915	-	59	12 974	-	37 144	-	8 244	45 388
Jordanie	402	8	-	409	500	-	-	500	516	-	-	-	516	138	-	-	-	138
Liban	-	-	-	-	-	6 950	14 519	24 339	-	470	1 239	-0	1 709	-	-	-	-	-
Jamahiriya arabe libyenne	-	-	2 326	2 326	-	-	1 265	1 265	-	-	497	-	497	-	-	194	-	194
Maroc	-0	16	-	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Territoire palestinien occupé	-	24 432	-	24 432	-	36 625	-	36 625	-	69 993	-	0	69 993	-	52 244	-	-0	52 244
République arabe syrienne	3 900	-	-	3 900	926	110	-	1 036	3 544	2 868	-	69	6 481	639	19 069	-	45	19 753
Yémen	6 988	527	-	7 514	7 241	649	-	7 891	4 499	2 033	-	-	6 532	7 045	5 797	-	-	12 842
Autres dépenses régionales	34	-	-	34	33	78	-	111	-	-	-	-	-	-	21	-	-	21
TOTAL POUR LA RÉGION	15 774	55 629	2 699	84 116	10 090	61 150	15 783	91 333	10 128	102 383	1 736	2 818	117 065	12 358	138 288	194	8 289	159 130
AUTRES ³	-5 472	8 836	32	-17 472	139 801	139 801	32	-17 472	9 223	8 836	32	-17 472	139 801	4 001	13 571	5 964	151 649	175 185

¹ À l'exclusion des dépenses AAP.² Les dépenses opérationnelles telles que le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale, qui ne peuvent être ventilées par projet/opération, figurent au-dessous du total de la colonne (2004-2006).³ Comprend toutes les dépenses pour les opérations bilatérales, les fonds d'affectation spéciale, le Fonds général et les comptes spéciaux.⁴ Les dépenses de 2008 établies selon les normes IPSAS ne peuvent pas être comparées à celles de 2007 et des années précédentes où le PAM appliquait les normes UNSAS.

Les montants négatifs, entre parenthèses, représentent les ajustements financiers.

(*) Y compris les fonds dans le cadre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à l'accord "Pétrole contre nourriture".

Donateur	Total	Développement	Opér. d'urgence	CII	IPSR	Opér. spéc.	Autres*
BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT	2 000		1 000		1 000		
ANDORRA	58		10				48
ARGENTINE	100				100		
AUSTRALIE	112 132	7 005	14 411	9 590	60 720	4 244	16 162
AUTRICHE	3 935		899		3 037		
BANGLADESH	7 187	7 187					
BELGIQUE	24 784	696	996	1 253	18 955	1 393	1 491
BHOUTAN	5						5
BOLIVIE	233						233
BOTSWANA	151				151		
BRÉSIL	1 441				200		1 241
BULGARIE	15						15
BURKINA FASO	1 857	581	1 276				
BURUNDI	2 431				2 431		
CAMBODGE	2 164				2 164		
CANADA	275 392	51 965	36 122	10 381	168 405	7 394	1 127
CHINE	9 576	2 000		17	7 500		58
COLOMBIE	1 103				1 000		103
CONGO	800				800		
CROATIE	62				50		12
CUBA	74						74
CHYPRE	200	200					
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	817	155	57		605		
DANEMARK	56 544	33 827	4 082		9 118	2 972	6 545
ÉQUATEUR	248						248
ÉGYPTE	1 211	602			237		372
EL SALVADOR	200						200
ESTONIE	242		41		121		80
COMMISSION EUROP.	355 435	17 494	155 412		150 820	30 036	1 673
ÎLES FAROE	30						30
FINLANDE	28 257	9 077	5 492	621	12 127	939	
FRANCE	40 878	2 186	4 603	503	30 295	756	2 535
ALLEMAGNE	100 479	31 632	7 101		57 728	1 295	2 723
GHANA	4 550		4 550				
GRÈCE	8 613	300	2 327	1	5 985		
GUINÉE	59	59					
HAÏTI	975				975		
SAINT-SIÈGE	10						10
HONDURAS	520	67					453
HONGRIE	65						65
ISLANDE	2 104	1 603		1			500
INDE	17 130	3 573			12 041		1 516
INDONÉSIE	2 000				2 000		
OMI	43				43		
IRAQ	40 000		40 000				
IRLANDE	39 820		6 612	2 327	20 434	5 151	5 296
ISRAËL	30						30
ITALIE	103 348	27 267	16 125		36 018	1 308	22 631
JAPON	177 900	21 233	47 593	817	106 351		1 905
JORDANIE	89	42					47
KENYA	6 036	1 286	4 750				
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	2 601		900		1 501		200

Donateur	Total	Développement	Opér. d'urgence	CII	IPSR	Opér. spéc.	Autres*
LIECHTENSTEIN	303			96	206		
LITHUANIE	27		27				
LUXEMBOURG	14 276	3 549	1 082		5 113	837	3 694
MADAGASCAR	2 411	2 408					3
MALAWI	539				539		
MALAISIE	4			4			
MALI	176	176					
MAURITANIE	1 237	1 230					8
MEXIQUE	50				50		
MONACO	157	79			79		
MOZAMBIQUE	105				105		
NÉPAL	16 200				16 200		
PAYS-BAS	117 435	2 247	19 428	4 944	80 569	10 248	
NOUVELLE-ZÉLANDE	14 069	4 080	2 030	2	2 654		5 303
NICARAGUA	25						25
NORVÈGE	53 466	9 744	7 171	9 813	25 449	1 289	
FONDS DE L'OPEP	2 437	90	1 000		1 347		
PAKISTAN	1 925				1 876		50
PANAMA	22						22
PÉROU	317				20		297
POLOGNE	1 164				964		200
PORTUGAL	111						111
DONATEURS PRIVÉS**	143 752	27 084	11 837		15 669	3 215	85 946
ROUMANIE	301				301		
FÉDÉRATION DE RUSSIE	15 000	5 000	2 500		7 500		
ARABIE SAOUDITE	503 753	1 022	944		1 786		500 000
SINGAPOUR	2			2			
SLOVAQUIE	72				57		15
SLOVÉNIE	135		33		103		
AFRIQUE DU SUD	315		175		140		
ESPAGNE	115 288	18 660	6 616	13 243	22 686	4 353	49 730
SRI LANKA	11						11
SUÈDE	81 673		21 467	3 814	42 890	741	12 762
SUISSE	45 668	2 295	11 627	1 837	23 704	2 918	3 286
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	63						63
THAÏLANDE	138				20		118
TURQUIE	4 100		1 700		2 400		
TIMOR-LESTE	350				350		
ROYAUME-UNI	171 050	3 072	34 652	223	105 606	22 508	4 990
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	2 066 286	96 502	812 912		1 133 157	22 190	1 525
CERF, FONDS COMMUN ET ORGANISMES DES NATIONS UNIES	217 405	2 088	57 087	16	103 110	45 801	9 303
ÉMIRATES ARABES UNIS	50		50				
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	94						94
VENEZUELA	750				750		
BANQUE MONDIALE	11 143	6 850			1 900	2 393	
ZAMBIE	2 030				2 030		
TOTAL GÉNÉRAL	5 041 818	406 213	1 346 697	59 506	2 312 240	171 980	745 182
Contributions bilatérales							136 727

¹ Tous les chiffres sont fondés sur les données provenant du système de mobilisation des ressources et des contributions des donateurs pour l'année 2008.

* Autres: contributions aux fonds d'affectation spéciale, aux comptes spéciaux et au Fonds général.

** Les contributions de donateurs privés ne comprennent pas les dons extraordinaires en nature tels que la publicité.

États membres 2008	États membres 2009
Algérie	Allemagne
Allemagne	Angola
Australie	Australie
Belgique	Belgique
Burundi	Brésil
Canada	Burundi
Cap-Vert	Canada
Colombie	Cap-Vert
Cuba	Chine
États-Unis d'Amérique	Colombie
Fédération de Russie	Cuba
Finlande	Danemark
Guinée	Égypte
Haïti	États-Unis d'Amérique
Inde	Fédération de Russie
Indonésie	Guatemala
Iran, République islamique d'	Guinée
Italie	Haïti
Japon	Inde
Koweït	Iran, République islamique d'
Mexique	Japon
Norvège	Koweït
Pakistan	Norvège
Pays-Bas	Pakistan
Pérou	Pays-Bas
Philippines	Pérou
République démocratique du Congo	Philippines
République-Unie de Tanzanie	République démocratique du Congo
Royaume-Uni	République tchèque
Slovénie	Royaume-Uni
Soudan	Slovénie
Suède	Soudan
Thaïlande	Suède
Ukraine	Suisse
Zambie	Thaïlande
Zimbabwe	Zambie

Membres du Bureau du Conseil d'administration 2008	Membres du Bureau du Conseil d'administration 2009
S.E. M. José Eduardo Dantas Ferreira Barbosa Cap-Vert (Président)	M. Vladimir V. Kuznetsov Fédération de Russie (Président)
M. Evgeny F. Utkin Fédération de Russie (Vice-Président)	S.E. M. José Antônio Marcondes de Carvalho Brésil (Vice Président)
Mme Lamyah Ahmed Al-Saqqaf Koweït	M. Kiala Kia Mateva Angola
M. Manuel Antonio Álvarez Espinal Pérou	M. Noel D. de Luna Philippines
S.E. M. James Alexander Harvey Royaume-Uni	S.E. M. James Alexander Harvey Royaume-Uni

Sigles utilisés dans le présent document

ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité	MERET	gestion des ressources environnementales en vue de favoriser la transition vers des moyens de subsistance durables
Autres COD	autres coûts opérationnels directs		
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	ONG	organisation non gouvernementale
CAD	coûts d'appui directs	PFRDV	pays à faible revenu et à déficit vivrier
CAI	coûts d'appui indirects	PIB	produit intérieur brut
CERF	Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires	PMA	pays les moins avancés
CII	Compte d'intervention immédiate	TIC	technologies de l'information et des communications
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	UNHAS	Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
		USAID	Agency for International Development (États-Unis)

Notes générales

- Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars des États-Unis.
- Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.
- Les dépenses directes comprennent les produits alimentaires, les coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM), les coûts d'appui directs (CAD), le transport extérieur et les autres coûts opérationnels directs (Autres COD), mais ne comprennent pas les coûts d'appui indirects (CAI).
- Dans certains tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre exactement, les chiffres ayant été arrondis.
- Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) comprennent tous les pays à déficit vivrier (importateurs nets de céréales) ayant un revenu par habitant inférieur au seuil utilisé par la Banque mondiale pour identifier les pays pouvant bénéficier de l'assistance de l'Association internationale de développement et des conditions de prêt sur 20 ans de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD); les pays des catégories I et II de la Banque mondiale appartiennent à la catégorie des PFRDV. Le seuil de produit national brut par habitant pour 2005, sur la base de la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, est de 1 675 dollars. En 2007, 82 pays ont été rangés dans la catégorie des PFRDV par la FAO.
- Les trois critères d'identification des pays les moins avancés (PMA) proposés par le Comité des politiques de développement du Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement sont les suivants: 1) faible revenu fondé sur une estimation sur trois ans du revenu national brut par habitant (moins de 750 dollars pour entrer dans la catégorie, plus de 900 dollars pour sortir de la catégorie); 2) faiblesse des ressources humaines avec indice composite des actifs humains (nutrition, santé, éducation, alphabétisation des adultes); 3) vulnérabilité économique, selon un indice composite de vulnérabilité économique (production agricole, exportations de biens et de services, part des industries manufacturières dans le produit intérieur brut (PIB), concentration des exportations de marchandises, petite dimension économique et pourcentage de population déplacée en raison de catastrophes naturelles).

Photographies

PAGE DE COUVERTURE: Avec l'aimable autorisation de Howard G. Buffett; **TABLE DES MATIÈRES:** Myanmar, PAM/Eddie Gerald; Page 2: Myanmar, Photo: PAM/Naho Asai; Page 4: Soudan, PAM/Fred Noy; Page 5: Myanmar, PAM/Edith Champagne; Page 6: Myanmar, PAM/KyawZaw Tun; Page 7: a) Haïti, ONU/MINU-STAH/Logan Abassi; b) Géorgie, ECHO/Daniela Cavini; Page 10: Myanmar, PAM/Photothèque; Page 11: Myanmar, PAM/Edith Champagne; Page 12: a) Myanmar, PAM/KyawZaw Tun; b) Myanmar, PAM/Eddie Gerald; Page 13: Myanmar, PAM/Eddie Gerald; Page 14: Myanmar, PAM/Eddie Gerald; Page 16: a) Haïti, PAM/Darlyne Jeanty; b) Haïti, PAM/Vincenzo Sparapani; Page 18: République démocratique du Congo, OMS/Christopher Black; Page 19: République démocratique du Congo, OMS/Christopher Black; Page 20: Géorgie, Bruno Stevens/Cosmos; Page 21: Géorgie, Uwe Schober/ Rupert Beagle Photography; Page 22: Somalie, PAM/Peter Smerdon; Page 24: Kenya, PAM/Marcus Prior; Page 25: Kenya, PAM/Marcus Prior; Page 26: Afghanistan, PAM/Marcelo Spina; Page 27: Afghanistan, HCR/Roger Arnold; Page 28: Soudan, PAM/Carla Lacerda; Page 29: Lesotho, PAM/Stephen Wong; Page 30: Éthiopie, PAM/Natasha Scripture; Page 31: Éthiopie, Photo: PAM/Barry Came; Page 33: a) Bangladesh, avec l'aimable autorisation de Brent Stirton/Getty Images; b) Bangladesh, avec l'aimable autorisation de Brent Stirton/Getty Images; Page 34: Soudan, PAM/Mikael Bjerrum; Page 35: Thaïlande, Reuters/Sukree Sukplang; Page 36: Bangladesh, avec l'aimable autorisation de Brent Stirton/Getty Images; Page 37: Soudan, PAM/Carla Lacerda; Page 38: Libéria, MINUL/Christopher Herwig; Page 39: Zimbabwe, PAM/Richard Lee; Page 40: République démocratique du Congo, PAM/Marcus Prior; Page 41: Bangladesh, avec l'aimable autorisation de Brent Stirton/Getty Images; Page 42: Ouganda, PAM/Marco Frattini; Page 43: Ouganda, PAM/Marco Frattini; Page 44: Somalie, Franco Pagetti/VII.

Programme alimentaire mondial

**Division de la communication, des politiques publiques
et des partenariats privés**

**Via Cesare Giulio Viola, 68/70 – 00148 Rome, Italie
Téléphone: +39-066513-2628 • Télécopie: +39-066513-2840
Courriel: wfpinfo@wfp.org**

wfp.org

